

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

Téléphone : 514-390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier préliminaire de préparation pour les délégations Version finale

Congrès d'automne 2010

- Le 4 décembre 2010 à partir de 9h00
- Au Cégep de Drummondville
960, rue Saint-Georges, Drummondville
- Frais de participation : 15 \$ pour les associations membres et
20 \$ pour les associations non-membres.

Association hôte :

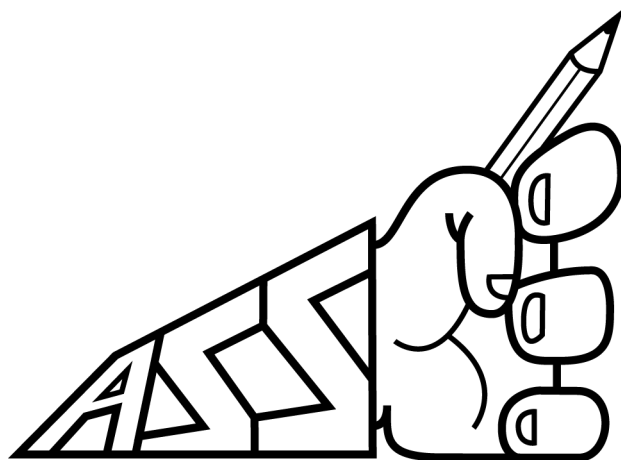
Association Générale Étudiante du
Cégep de Drummondville
(AGECD)

Téléphone :

819-477-7811

Local : 1508

Courriel : asso_drummond@hotmail.com



Documents utiles pour le Congrès :

Tous disponibles sur notre site Internet

- Statuts et règlements de l'ASSÉ
- Code des procédures de l'ASSÉ
- Procès-verbal et résumé des mandats du dernier Congrès
- Cahier des revendications



Ordre du jour

Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures

1.4 Lecture et adoption du procès-verbal

2.0 Accueil des nouveaux membres

3.0 Bilan

3.1 Conseil exécutif et comités

3.2 Associations étudiantes

3.3 Action et mobilisation

4.0 Revendications

5.0 Plan d'action

5.1 Lutttes en Éducation

5.2 Lutttes contre la Tarifications, les compressions et la privatisation des services publics

5.3 Autres lutttes sociales

5.4 Calendrier

6.0 Femmes

7.0 Congrès d'orientation

8.0 Élections

9.0 Avis de motion

9.1 Dépôt des avis de motion

9.2 Traitement des avis de motion

10.0 Varia

11.0 Fermeture

Table des matières

Ordre du jour.....	3
Lettres de candidatures.....	5
Alexandre Antaki : Candidature au Comité d'information.....	5
Christian Michaud : Candidature au Comité de mobilisation.....	5
Audrey Simard : Candidature au Comité femmes.....	6
Éric Faucher : Candidature au Comité de mobilisation.....	7
Adam Pétrin : Candidature au Comité de mobilisation.....	8
Bilans.....	9
Bilan sur la mobilisation de l'AFESPED-UQAM (Association facultaire étudiante de sciences politiques et droit).....	9
Bilan du Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM).....	11
Bilan mi-mandat du comité femmes.....	12
Bilan de la MMF.....	14
Bilan de campagne.....	16
Bilan automne 2010 du Conseil exécutif.....	18
Comment la base militante étudiante peut-elle se réapproprier l'ASSÉ?.....	27
Quoi faire ? ou mener efficacement la lutte contre une nouvelle hausse des frais.....	33
Bases préliminaires pour une grève générale illimitée victorieuse.....	38
Propositions.....	47
0.0 Ouverture.....	47
1.0 Procédures.....	47
2.0 Accueil des nouveaux membres.....	47
3.0 Bilan.....	47
4.0 Revendications.....	48
5.0 Plan d'action.....	48
6.0 Femmes.....	50
7.0 Congrès d'orientation.....	50
8.0 Élections.....	50
9.0 Avis de motion.....	50
10.0 Varia.....	51
11.0 Fermeture.....	51
Annexe A : Proposition de plan d'action pour l'hiver 2010.....	52
Annexe B : Échéancier pour le congrès d'orientation.....	53
Annexe C : États financiers au 3 décembre 2010.....	54

Lettres de candidatures

Alexandre Antaki : Candidature au Comité d'information

Montréal, le 20 novembre 2010

Bonjour supportrices et supporteurs,

Je vous informe par ce courriel, que je dépose ma candidature au Comité à l'information pour le Congrès du 4 décembre. À ce que je sais, ce comité est vide et je crois pouvoir lui redonner vie.

Je suis présentement Coordonnateur aux communications de l'AGEBdeB et je suis aussi dans le comité mob.

Je produis donc tout le matériel de mobilisation de Bois-de-Boulogne depuis le début de l'année et j'ai produit quelques tracts de l'ASSÉ, au cours du dernier mois.

Sur le comité info, j'espère pouvoir libérer le temps des militants, militantes en faisant affiches, tracts, etc. et en coordonnant les différentes créations des cégeps et universités.

En effet, je trouve ridicule que tous les cégeps et universités aillent à faire leurs propres affiches d'assemblée générale, de campagnes de grèves, etc.

Tous et toutes devraient profiter du travail de chacun et de chacune, pour la réussite de la lutte. Une banque de données devrait donc être créée pour permettre à tous de prendre les images des autres et de les modifier pour leurs événements locaux.

La lutte DOIT continuer, et ça passe par une population étudiante informée et mobilisée.

*Solidairement,
Alexandre Antaki*

Christian Michaud : Candidature au Comité de mobilisation

Montréal, le 20 novembre 2010

Bonjour à tous et toutes, je me présente Christian Michaud, membre de l'AFESH. Je vous écris cette lettre puisque je veux me présenter sur le comité de mobilisation de l'ASSÉ. En effet, je milite dans mon association facultaire, où j'ai fait plusieurs fois de la mobilisation qui consistait à passer des tracts ou bien faire des tournées de classes, surtout que l'on m'a dit que j'avais une bonne voix pour pouvoir parler dans un lieu public lors de la distribution de tracts. De plus, je me suis trouvé aussi à faire un peu de mobilisation lorsque j'étais dans l'AGEM (Montmorency). Je m'y retrouve aussi de temps en temps encore pour venir aider puisque cette association étudiante est en train de repartir à neuf. Par contre, je suis prêt à aller aider sur n'importe quel autre campus qui aura besoin de notre aide dans les temps à venir puisque j'ai assez de disponibilités.

Christian Michaud

Lettres de candidatures

Audrey Simard : Candidature au Comité femmes

Montréal, le 22 novembre 2010

Bonjour à toutes et à tous,

Par cette lettre, je soumetts ma candidature pour le Comité femmes de l'ASSÉ. J'entame cette année un baccalauréat en Travail social à l'UQÀM. Comme je me dirige vers le volet « action collective » de mon programme d'étude et qu'à mes yeux le rôle de travailleuse sociale est d'abord et avant tout celui d'agente de changement social, je crois qu'il est essentiel de commencer par la communauté dans laquelle je passerai le plus de temps dans les années à venir et j'ai nommé...Le mouvement étudiant! Par ailleurs, étant féministe jusqu'au bout des dents, le meilleur endroit pour m'impliquer dans mon syndicat étudiant est sans aucun doute le Comité femmes. Dans notre communauté étudiante et au sein même du mouvement étudiant, tandis qu'un certain discours célèbre haut et fort une « égalité déjà atteinte », des étudiantes sont encore victimes de discrimination et de sexisme de la part de leurs homologues masculins : entre les murs de l'université et des cégeps s'exercent encore des rapports de domination masculine. Il s'agit d'un problème collectif auquel tous et toutes doivent s'attaquer, quotidiennement.

J'ai découvert l'existence du Comité femmes de l'ASSÉ via le camp féministe organisé cet automne. La qualité des invitées et des sujets traités m'a donné le goût de m'impliquer à la mise sur pied de telles actions concrètes permettant aux militantes féministes étudiantes et aux militants féministes étudiants de se rassembler autour d'enjeux qui les préoccupent et les touchent directement. En tant que future travailleuse sociale, j'espère dès maintenant commencer à promouvoir et pratiquer l'engagement citoyen et la lutte à toutes les formes d'inégalités, plus spécifiquement celles qui persistent encore et toujours entre les femmes et

les hommes. Via mon implication au Comité femmes, je veux travailler concrètement à la lutte vers l'égalité des sexes et contre les différentes formes d'oppression des femmes, en vue de voir naître une société plus juste pour toutes. Quel bon timing s'offre à moi : j'arrive juste à temps pour entrer dans le combat contre le budget Bachand et toutes ses mesures régressives s'attaquant de plein fouet à mon futur cheval de bataille : l'accessibilité à nos services publics et sociaux. D'autant plus que les femmes sont particulièrement victimes des coupures massives et autres privatisations prévues au budget, en raison de leur plus grande pauvreté, condition dans laquelle le système patriarcal soutenu par l'État les maintient.

Contrairement à la plupart d'entre vous, je n'ai pas un CV très chargé en frais de militantisme étudiant. Cependant, je travaille depuis quelques années dans le milieu communautaire, plus spécifiquement en éducation populaire auprès de personnes analphabètes et assistées sociales, ce qui me permet de bien connaître le quotidien et les difficultés auxquelles se butent les plus opprimé-e-s de notre société, ainsi que les enjeux politiques en lien avec leur condition. J'adhère au mode de fonctionnement de l'ASSÉ, qui respecte le principe de l'éducation populaire (puisque à l'origine, l'éducation populaire était une dimension du syndicalisme) : partir des préoccupations de ses membres, qui sont les mieux placé-e-s pour connaître leurs besoins, en vue de leur permettre d'être des acteurs et des actrices de leur société et de prendre la place de citoyen et de citoyenne qui leur revient.

*Féministement et solidairement vôtre,
Audrey Simard*

Lettres de candidatures

Éric Faucher : Candidature au Comité de mobilisation

Camarades et ami-e-s bonjour,

Je me présente aujourd'hui sur un poste au sein du Comité de Mobilisation de l'ASSÉ. En effet j'ai profondément confiance en notre organisation et surtout en les campagnes que nous menons actuellement. N'étant étudiant qu'à temps partiel, j'ai beaucoup de temps à mettre afin de faire des tournées de mobilisation un peu partout sur les campus au Québec.

La situation actuelle du Conseil exécutif, composé d'une seule personne à l'interne et d'aucune à l'externe, m'amène à vouloir m'impliquer d'avantage afin que la lutte aux frais de scolarité soit un succès. Pour ce faire, l'une de mes priorités au sein du comité de mobilisation sera de solidifier et de faire grandir le pôle combatif que constitue l'ASSÉ au sein du mouvement étudiant. Je prévois donc beaucoup de travail à l'externe afin de faire connaître les revendications que nous portons (je pense entre autres, ici, aux cégeps et universités de régions éloignées avec lequel-le-s nous avons très peu de liens).

Bien entendu, le travail de mobilisation à l'interne est très important et c'est pourquoi je compte aussi m'impliquer dans la solidification des associations membres afin de tendre de plus en plus vers une autonomie qui passe, entre autres, par la création de comité de mobilisation à l'interne sur les campus de l'ASSÉ.

Pour ce qui est de mon expérience, je crois en avoir acquis lors de mon passage à l'AGECD notamment durant l'échec de la grève de 2007-2008. De plus, depuis mon arrivée à l'UQAM, j'ai milité au sein de l'AÉMh et je me suis impliqué dans la mobilisation uqamienne ainsi que dans l'organisation d'actions au sein du mouvement étudiant.

Avec la lutte qui s'en vient, le mouvement étudiant

a d'autant plus besoin d'un syndicat combatif et réellement démocratique ainsi qu'une base mobilisée et solide. Le travail que j'entends faire ira en ce sens.

*Éric Faucher,
AFESH-UQAM*

Lettres de candidatures

Adam Pétrin : Candidature au Comité de mobilisation

Pour une GGI Victorieuse¹

«Une fois de plus, l'action des masses fut une action spontanée qui couronna logiquement, fatalement, une longue période d'expériences vécues et de préparation morale.

Cette action ne fut ni organisée ni guidée par aucun parti politique. Soutenue par le peuple en armes - l'armée - elle fut...victorieuse. L'élément d'organisation devait intervenir - intervint - immédiatement après.» Voline, La révolution inconnue

Bonjour,

J'aimerais soumettre ma candidature à un poste au sein du Comité de mobilisation de l'ASSÉ. Pour appuyer ma candidature, voici une brève présentation. Présentement, je suis inscrit comme étudiant au Cégep@distance pour compléter ma technique en travail social et je travaille à l'Organisation populaire des droits sociaux (OPDS). Précédemment, j'ai étudié au Cégep Marie-Victorin, où j'ai passé trois années à militer dans mon association étudiante, de différentes façons. J'ai d'abord commencé à m'impliquer au Syndicat étudiant du Cégep Marie-Victorin (SECMV) à l'automne 2005, comme Coordonnateur à l'externe. Ce poste m'a permis d'assister aux instances de l'ASSÉ et de tisser des liens avec d'autres associations étudiantes. À l'hiver 2006, j'ai participé à la campagne d'affiliation victorieuse du SECMV à l'ASSÉ. Cette première expérience m'a permis d'apprendre les principes de base de la mobilisation. Par la suite, j'ai participé à la création du Comité de mobilisation du SECMV et du poste de Coordonnateur à la mobilisation au sein du Comité exécutif. Après sa création, j'ai occupé ce poste tout au long de l'année 2006-2007, et j'y ai coordonné la mobilisation pour les différentes activités militantes; par exemple les Assemblées générales et les manifestations. L'expérience la plus significative, pour moi, a été

à l'automne 2007. J'ai occupé la fonction de Coordonnateur général et j'ai participé activement à la coordination de la campagne de grève générale illimitée. J'ai, entre autres choses, coordonné la mobilisation, négocié le protocole d'entente de grève avec la direction, participé aux instances de l'ASSÉ, mobilisé les membres pour les différentes Assemblées générales, etc. En bref, j'ai investi tout mon temps dans la réussite de notre combat, malgré les résultats que l'ont connaît.

Mes anciennes collègues du Conseil exécutif et les militantes du comité de mobilisation vous confirmeront que la mobilisation a toujours été l'une de mes priorités. **Le manque de temps n'a jamais été une excuse valable lorsqu'il vient le temps de mobiliser.** Pour moi, il est crucial que les membres d'un syndicat ou d'une association étudiante soient au centre du processus décisionnel. Ainsi, je considère que des étudiantes et des étudiants conscientisé-e-s et mobilisé-e-s sont une force pour une association étudiante prônant le syndicalisme de combat. C'est donc dans cette même logique que je me présente à l'ASSÉ.

Comme je travaille à temps plein (cela dit mes soirées et ma journée de vendredi sont libres), ma contribution sera plutôt au niveau de la coordination de la mobilisation. Je travaillerai donc conjointement avec mes collègues du comité mobilisation, les autres comités et le Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ pour faire de la mobilisation une grande victoire.

*Solidairement,
Adam Pétrin*

¹Il est proposé que le SECMV appuie la candidature d'Adam Pétrin au comité de mobilisation de l'ASSÉ (adopté le 25 novembre 2010).

Bilans

Bilan sur la mobilisation de l'AFESPED-UQAM (Association facultaire étudiante de sciences politiques et droit)

*Bilan par Guillaume Vézina en collaboration avec Hugo Bonin
Coordonnateur à l'externe du module de science politique à
l'UQAM*

Ce bilan tentera de faire un retour général sur la mobilisation autour de l'UQAM et plus précisément dans ma faculté, soit la faculté de science politique et de droit (AFESPED). Pour ce faire, je parlerai dans un premier temps de la mobilisation et de la participation à la manifestation régionale du 21 octobre. Dans un deuxième temps, je ferai un retour sur la campagne de grève. Dans un dernier temps, je parlerai de mes espoirs pour l'avenir.

Donc commençons par la mobilisation de début de session qui a pris un certain temps avant de se mettre en marche et ce qui est encore plus vrai pour notre faculté. Alors qu'il y avait des représentants et des représentantes de presque toutes les facultés au comité de mobilisation de l'UQAM, aucun ni aucune membre de l'AFESPED ne s'est présenté-e à leur réunion. Nous avons malgré tout fait des tournées de classes dans la majorité des cours, mais disons que pour ce premier contact, le débat politique était plutôt limité. Pour ce qui est des autres facultés, je ne peux pas me prononcer, mais en ce qui concerne le tractage massif nous avons vu une augmentation constante en intensité et en diversité des gens. Nous avons atteint un pic lors de la semaine du 18 octobre pour la manifestation du 21. Il faut dire que le premier Ultimatum express avec ses révélations-chocs a beaucoup aidé à la mobilisation.

Pour ce qui est de la participation à cette manifestation de la part de l'UQAM, j'en retiens personnellement une certaine déception. En effet, seulement une vingtaine de personnes ont convergé vers le point de rassemblement de l'UQAM pour aller à la manifestation. Bien que

notre contribution était de beaucoup supérieure, je ne crois pas que nous avons rejoint beaucoup de nouveaux militants ou de nouvelles militantes. Je ne sais pas si c'est le fait de ne pas être en grève ou la mauvaise température, mais personnellement je pense que c'est surtout un manque de compréhension sur ce qu'était cette manifestation. En effet, faire une manifestation pour demander l'annulation d'une future rencontre qui elle, va se pencher sur une future augmentation des frais de scolarité. Tout cela semblait peut-être un peu loin de la vaste base étudiante. Peut-être aurait-il été mieux de simplement faire une manifestation pour la gratuité scolaire ou pour le droit à l'éducation. Par contre, sur les plans positifs, je crois que cette manifestation a au moins permis de réveiller la base militante de l'UQAM qui est parfois un peu somnolente.

Une fois la manifestation du 21 octobre derrière nous, les journées de grèves étaient le prochain objectif. Un consensus s'est rapidement dégagé à l'UQAM sur l'idée de 3 jours de grève (manifestation de la Coalition, contre-sommet, rencontre des partenaires universitaires). En ayant pris connaissance de l'Ultimatum express, le conseil exécutif de l'AFESPED a décidé de consulter ses modules militants pour savoir s'il avait l'énergie pour travailler à une grève au niveau facultaire. Il faut ici dire que les gens qui étudient en droit ont la réputation d'être réactionnaire et que le quorum de grève à l'AFESPED est de 15 % des membres, cela faisant en sorte que les votes de grève sont très rares et en général négatifs. Bref, nous avons décidé de relever le défi. Pendant les campagnes des grèves, nous pouvons dire que la participation à la mobilisation était relativement bonne. Il y avait du tractage régulièrement ainsi que des tournées de classes. À l'AFESPED, les gens se sont regroupés dans un comité de mobilisation temporaire et ils se sont activés pour faire les tournées de classes de la faculté. Tout cela a débouché sur une très belle assemblée

Bilans

générale où les gens ont parlé de l'éducation comme un droit à défendre et où l'on n'a pas eu à débattre autour de chiffre et de statistique autour de la dette du Québec et autre. Finalement, le vote de grève a été accepté pour les trois jours en bloc avec une très très forte majorité peut-être même un peu plus de 90 %.

D'une manière plus générale, sur l'AFESPED : il semble y avoir un certain réveil de la base étudiante. Plusieurs étudiants et étudiantes réalisent l'impact que vont avoir les décisions prises par le gouvernement durant les prochaines années sur l'avenir de la société québécoise.

Toutefois, il me semble qu'il y a 1) une campagne massive d'information qui a bien débuté et qu'il faut poursuivre 2) un certain conformisme mou au sein de la population étudiante. J'entends par cela que si la plupart sont contre les hausses et le gouvernement, au-delà de signer une pétition et de prendre tranquillement la rue, peu semblent être prêts et prêtes à mettre de l'avant des moyens d'action plus radicaux. Toutefois, cette lettre étant écrite avant que la mobilisation pour la perturbation ait réellement débuté, il me semble difficile d'évaluer le tout.

Notons au passage que l'association modulaire de droit a appelé une assemblée générale de grève 2 jours après notre assemblée facultaire dans le but de se retirer de la grève. Les étudiants et étudiantes en droit étaient très offusqué-e-s de cette manoeuvre et ils ont voté de soutenir le mandat de grève de la faculté à plus de 60 %. Ainsi, cela me porte à croire que notre mouvement a une base assez large, cet enjeu rejoint la base de la population étudiante et la population étudiante est prête à se mobiliser autour de celui-ci. Sera-t-elle prête à aller jusqu'à une grève générale illimitée? Seule l'histoire nous le dira!

Suite aux assemblées générales de grève, nous avons vu le conseil de grève de l'UQAM devenir très populaire. Beaucoup de gens semblent motivés pour aller à Québec et au moment d'écrire ces lignes, la première journée de grève

est passée et nous avons vu beaucoup de militantes et de militants faire les levées de cours et participer à la manif-action de la coalition. Ceci est encourageant pour la suite!

Bilans

Bilan du Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM)

Par Guillaume Vézina, coordonnateur du CRAM

Ce bilan a pour but de faire un bref retour sur les différentes actions du CRAM depuis le début de la session. En ce sens, ce texte ne fera pas le survol de l'ensemble des situations local de Montréal, mais plutôt une synthèse des points positifs et négatifs que l'on peut retenir des différentes actions entreprises par le CRAM. Dans un premier temps, j'exposerais les différentes actions accomplies par le CRAM depuis le début de la session. Ensuite, j'exposerai les points forts et les points faibles du CRAM depuis le début de la session et finalement je retirerai quelque grande ligne de conclusion.

Depuis le début de la session, le CRAM a réussi à organiser plusieurs événements. Le premier a été de faire une occupation surprise dans le bureau de conter de Line Beauchamp. Cette action a été réalisée avec une trentaine de personnes qui se sont mobilisées en moins de 48 heures avant ladite action. Puisque celle-ci nous a permis de rencontrer la ministre pour lui exposer notre point de vue nous pouvons considérer que cette action a été une réussite. La seconde action organisée par le CRAM a été la manifestation régionale du 21 octobre. Même si cette manifestation manquait un peu de coordination, je crois que dans l'ensemble ce fut une manifestation réussite. D'autre part, le CRAM a décidé de faire appel à une journée d'action locale le 24 novembre. Le contexte d'une semaine très chargé a fait en sorte que malgré les bonnes intentions des associations étudiantes souvent ces actions ont soit été déplacées ou elles n'ont tout simplement pas eu lieu. Le CRAM a également été en mesure de participer aux différents Conseils de Coordination et de s'y préparer. Même s'il y a eu quelque embrouille avec le comité femme sur assé-Support, je considère que cela relève plus d'un mal entendu et d'une erreur d'inexpérience que d'un réel conflit entre ses

deux parties. Maintenant, pour ce qui est des tâches plus techniques comme commander des autobus, j'ai constaté que le CRAM avait une capacité plutôt limitée pour coordonner ce type d'activité qui est de façon générale beaucoup plus reléguée aux différentes associations.

Passons aux différents points positifs du CRAM depuis le début de la session. Dans un premier temps, qu'il a été complètement impossible de se réunir au cours de l'été dernier. Toutefois, depuis le retour en classe, le CRAM se réunit de façon régulière depuis le début de la session. La participation s'est même accentuée de réunion en réunion. Si on a eu de la difficulté à atteindre le quorum pour la première réunion, les autres qui ont suivi n'ont qu'été de plus en plus populeuses. J'explique ce résultat, par un grand intérêt pour cette structure de la part des associations membres, la présence d'une coordination et la disparition du conseil régional étudiant de Montréal (CREM). L'enjeu entourant la hausse des frais de scolarité fait aussi légitimement sentir le sentiment d'urgence sur les campus ce qui a contribué à la monter de la mobilisation. Ainsi, il est normal de voir certaines associations non membres de l'ASSÉ avoir de l'intérêt pour le CRAM. On voit même certaines associations étudiantes de la FECQ démontrer de l'intérêt pour notre instance. D'une façon générale, le CRAM a été en mesure d'organiser différentes actions et de jouer son rôle en tant que conseil régional. Ainsi, cette structure représente une bonne base pour la poursuite de l'escalade des moyens de pression que nous entreprenons.

Maintenant, passons aux points un peu plus négatifs, mais qui peuvent facilement être améliorés. Dans un premier temps, j'ai l'impression qu'il y a un manque de préparation de la part des associations locales avant la tenue des différentes réunions. Cela fait en sorte que la majorité des propositions viennent d'un petit nombre d'association et parfois on ne peut pas élaborer sur certain point, car les différents acteur-e-s ne se sont pas penché sur la question.

Bilans

J'ai également l'impression que les associations ne se parlent pas beaucoup entre les différentes réunions. Mentionnons simplement que lorsqu'on a une idée a apporté au conseil régional et qui peut influencer les autres associations, il est pertinent de les appeler afin de commencer à prendre le pouls de la situation. Cela peut notamment permettre d'éviter certaines dérives de la discussion et également d'éviter de prendre les associations par surprise de façon à ce qu'elle ne soit pas prête à prendre position. Dernier point critiquable est le manque de coordination lors de certaines actions. Je pense notamment à la manifestation du 21 octobre où les organisateur-trice-s ne savaient pas trop comment allaient se dérouler les choses. Je pense également aux actions locales du 24 novembre pour lesquelles j'ai pas vraiment fait de suivis auprès des associations locales pour les incité/ m'informer de leurs actions. Je considère malgré tout que cela n'est pas catastrophique puisque la manifestation s'est bien déroulée et du fait qu'il faut avoir confiance envers les associations pour mener à bien les actions qu'elles affirment vouloir entreprendre.

Au final, ce que je retiens c'est que le CRAM est un outil utile et pertinent dans la mobilisation et la création d'action. Il est un bon complément au congrès en permettant une plus grande proximité des associations étudiantes. Cela permet notamment de peaufiner le plan d'action national tout en permettant une plus grande entraide entre les associations. C'est également un bon outil pour élargir la lutte et initier d'autres associations étudiantes à nos structures.

Que la mobilisation soit avec vous!

Bilan mi-mandat du comité femmes

Bilan collectif des membres du comité

Travail effectué

Au cours de la session automne 2010, le Comité femmes a surtout travaillé en collaboration avec les autres comités, dans une optique d'application transversale de l'approche féministe au travail général de l'ASSÉ.

Formation et journal: Le comité a contribué à plusieurs activités de formation, dont un atelier féministe au camp de formation régulier d'automne au Cégep de Sherbrooke et la journée de formation féministe au Cégep Bois-de-Boulogne. Ces activités ont été faites en collaboration avec le comité formation. Nous aimerions d'ailleurs organiser un camp de formation féministe à l'hiver à l'extérieur de Montréal en coordination avec des féministes du milieu. Également, nous avons animé un atelier qui présentait une analyse féministe du budget Bachand au Cégep Bois-de-Boulogne lors du campement anti-tarification. Par ailleurs, nous avons produit le dépliant «Sale pub sexiste», accompagnant la campagne de collants du même nom, un dépliant sur l'«ABC d'un comité femmes» et la mise à jour du dépliant «Femmes et privatisation – privatisation/prison».

Mobilisation : Les membres du Comité femmes ont aussi participé à diverses séances de mobilisation sur les campus tant pour la campagne de l'ASSÉ que pour des activités spécifiques sur les campus. Nous avons entre autres visité le Cégep de Maisonneuve, le Cégep et l'Université de Sherbrooke, le Cégep Marie-Victorin, le Cégep André-Laurendeau, ainsi que le Cégep Édouard-Montpetit et l'UQAM. Nous avons également fait du «tractage» dans le cadre des diverses manifestations de l'ASSÉ, ainsi que lors de la manifestation du cégep du Vieux-Montréal pour le retour de leur infirmière.

Aussi, nous avons récemment organisé une réunion de mobilisation féministe régionale à Montréal. Le but de cette initiative est de favoriser le réseautage

Bilans

entre les comités femmes locaux et les militantes étudiantes en vue d'organiser des actions régionales cet hiver autour d'enjeux communs identifiés lors des rencontres. Nous prévoyons aussi répéter l'initiative au début de la session d'hiver à Sherbrooke et à Québec.

Recherche et Journal: Nous avons partagé des données et sections de textes avec le comité recherches et analyses, en vue de permettre l'inclusion d'une analyse féministe de la fiscalité aux foires aux questions (FAQ) sur le site web. Nous voudrions davantage travailler en collaboration avec ce comité pour la session prochaine, afin de mieux intégrer une analyse féministe aux diverses productions de la campagne de l'ASSÉ. En plus, nous avons aidé à la production de la recherche « Le féminisme à l'ASSÉ » d'Anne Dagenais, qui sera publiée dans la section spéciale « femmes » du site web. Nous avons également aidé à l'écriture d'articles pour la section « femmes » du journal *Ultimatum* et effectué des révisions critiques de certains articles.

Travail en cours et projets

À la prochaine session, nous voulons continuer de favoriser le retour et/ou la revalorisation de comité femmes locaux sur les campus. En continuité avec cet objectif et comme nous l'avons spécifié plus haut, nous désirons aider à la mise sur pied des comités de mobilisation féministe régionaux à Montréal, à Québec et à Sherbrooke. Nous voulons ainsi pallier à une faiblesse de notre travail de l'an dernier, c'est-à-dire le manque de réseautage et de solidarité entre les groupes ou individus féministes étudiantes au sein d'une même région. Aussi, en cohérence avec notre plan d'action annuel, nous travaillons au développement de liens avec les comités de parents-étudiants et l'ASSÉ en vue de mieux intégrer ceux-ci aux structures et projets de l'ASSÉ, par des revendications, un plan d'action, et des activités adaptées. Enfin, le projet de la refonte de la section du site web est encore en cours. Nous avons eu quelques problématiques avec le graphisme et nous n'avons pas priorisé ce dossier. Nous comptons réaliser ce projet avant la fin de

notre mandat.

Problématiques

Au cours de l'automne, nous avons rencontré certains problèmes que nous croyons en lien avec le rapport responsabilités des dossiers féministes versus le besoin d'autonomie du comité. En d'autres mots, les tâches et la charge de travail qui reviennent au comité femmes, en raison de l'obligation de la structure de l'ASSÉ de traiter des enjeux féministes, impliquent certaines responsabilités pour les membres du comité. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une certaine autonomie pour remplir ces mandats. Malheureusement, dans les derniers mois, les membres du comité ont vu leur niveau d'autonomie remis en question, entre autres par la présence du Conseil de Coordination (CoCo) comme instance de décisions entre les congrès. Cette culture organisationnelle va toutefois à l'encontre des statuts et règlements de l'ASSÉ. Nous constatons cette problématique entre autres à l'égard de la publication de l'article critique sur la Marche mondiale des femmes (en annexe), la recherche d'Anne Dagenais. Les malaises de certain-es élu-es siégeant au CoCo ne peuvent conduire à la censure de travail du comité femmes. La structure de l'ASSÉ a été créée autrement, entre autres pour éviter ces dérives. En effet, la structure est organisée de manière à ce que les recherches, les articles, les activités, les analyses ou actions féministes ne puissent être censurées que par le congrès, seule instance devant laquelle le comité femmes est redevable. En effet, contrairement aux Comités de travail (Comité information, Comité formation, Comité recherches, Comité luttes sociales) qui « exécutent les tâches que leur confie le Congrès et le Conseil de Coordination » (Statuts et Règlements, art. 32), les trois autres comités (femmes, journal et mobilisation) ne sont redevables que devant le Congrès (Statuts et Règlements, chap. 9, 10 et 11). Ils jouissent toutefois d'un droit de parole, de proposition et de vote au CoCo. Selon notre compréhension des Statuts et règlements, il revient au Comité femmes

Bilans

et non au CoCo de prendre la responsabilité devant le Congrès des activités et des productions du Comité entre les congrès. En ce sens, nous vous invitons à voir la proposition dans ce cahier de congrès en vue de la réaffirmation de l'autonomie du Comité femmes.

Bilan de la MMF

Camille Tremblay-Fournier, pour le comité femmes de l'ASSÉ

La Marche Mondiale des Femmes (MMF) fête cette année son dixième anniversaire. Elle tire son origine de l'exemple donné en 1995 par la *Marche des femmes contre la pauvreté, Du pain et des roses*, au Québec. Suite à ce succès, la Fédération des Femmes du Québec (FFQ) convoquait une réunion de diverses organisations pour concrétiser le projet d'une marche mondiale contre la pauvreté et la violence faite aux femmes, ce qui donna lieu à la MMF de 2000. Cette année elle concentre ses revendications sur le plan de l'autonomie économique, du bien commun et de l'accès aux ressources, de la violence, de la paix et de la démilitarisation ainsi que des conditions des femmes autochtones. Elle constitue un réseau international de solidarité entre les groupes de femmes, dont fait partie la Coordination québécoise de la Marche Mondiale des Femmes (CQMFF). Celle-ci regroupe des groupes de femmes de diverses organisations, dont le comité femmes de l'ASSÉ.

Au départ, la participation de l'ASSÉ à l'organisation du volet québécois de la Marche semblait aller de soi. L'interrelation des luttes féministes à l'échelle internationale et nationale était perçue comme un projet intéressant pour l'émergence de rapports de force entre les groupes de femmes et l'État. Cependant, assez rapidement et à plusieurs occasions, des militantes étudiantes se sont montrées sceptiques quant aux impacts réels de cette implication.

Parmi les problématiques soulevées, on constate d'abord une professionnalisation du mouvement et l'absence de base militante non-salariée. Au cours des dernières années, une majorité d'organisations issues du mouvement féministe québécois ont vu leur financement réduit de manière drastique. Pour obtenir des fonds, elles doivent de plus en plus adopter une approche par projet qui les contraint à prouver

Bilans

systématiquement leurs compétences. Cette tendance accentue leur professionnalisation et leur bureaucratisation, faisant apparaître une élite «d'expertes du genre» au détriment d'une militance politique volontaire. L'organisation d'une base militante solide en subit inévitablement les conséquences. D'ailleurs, l'absence de ce bassin de militantes a rendu la tâche plus ardue à la Coalition montréalaise de la MMF le temps venu de trouver des ressources pour ses activités (nourriture, hébergement, assistance, etc.), gonflant ainsi démesurément les besoins financiers. Une restructuration du budget a donc dû être effectuée au détriment de l'accessibilité pour toutes aux activités de la Marche (service de garderie, accès aux fauteuils roulants, interprètes, etc.). La recherche de subventions auprès d'entreprises privées a même été envisagée, mais la vente de *kilomètres de solidarité* fût finalement privilégiée. Une dénonciation de l'absence de financement public a toutefois été écartée par la coalition, cette dernière ne voulant pas être trop conflictuelle avec les élu-es.

L'absence d'une base militante a également entraîné la CQMFF à concentrer sa campagne sur son autopromotion. Les outils d'éducation populaire produits, tels que le *Nouveau guide d'animation pour sensibiliser les jeunes à la Marche mondiale des femmes* et le *Jeu questionnaire sur la Marche Mondiale des Femmes* en sont de bons exemples. Leur objectif premier est «de permettre à toutes et tous de s'approprier la Marche mondiale des femmes et de faire un survol des champs d'action et des revendications québécoises»². Cette approche auto-centrée se reflète également dans le caractère technocratique de ses revendications, qui limite le potentiel subversif du mouvement. En résultent des demandes issues de compromis internationaux et de consensus nationaux, tels qu'une légifération étatique en matière de pratique publicitaire et une hausse du salaire minimum à 10,69\$/heure. Les

2 Site web FFQ: <http://www.ffq.qc.ca/2010/03/mm2010-outils-education-populaire/>

fondements économiques de l'exploitation du travail salarié et non salarié des femmes sont quant à eux occultés, sauf lorsqu'ils sont rattachés au phénomène de marchandisation des corps.

Enfin, bien que la CQMFF encourage «tous les groupes à sortir des sentiers battus»³ dans l'organisation d'actions, plusieurs balises⁴ contraignent les actions de perturbation plus radicales. Ainsi, les groupes locaux doivent s'engager à respecter un objectif clair et un choix de cible en lien avec les revendications de la MMF, à respecter le principe de non-violence (pas de bris permanent de la propriété publique ou privée), à assumer eux-mêmes les risques juridiques et à informer deux personnes de la FFQ des détails de l'action. Les organisations membres ne sont tenues d'être solidaires qu'envers les actions qui respectent ces balises. Comme l'énonce la CQMFF, «l'objectif n'est pas en soi de déranger, mais de permettre au mouvement féministe de signifier son désaccord profond avec les orientations politiques actuelles et de gagner nos revendications».⁵ Les actions de perturbation économique et politique sont donc dans les faits écartées, au profit d'actions symboliques ou de désobéissance civile à risque minimum⁶.

Même si la MMF a su s'imposer comme une composante incontournable du mouvement altermondialiste, nous mettons fortement en doute la possibilité d'obtenir des gains sans perturbation et surtout sans mobilisation

3 Site web FFQ: <http://www.ffq.qc.ca/luttes/marche-mondiale-des-femmes/>

4 À noter que les logos et les bannières des organisations locales sont aussi régis par des contraintes afin d'assurer une meilleure visibilité à la MMF.

5 Proposition de position sur la diversification des moyens d'action, CQMFF, 2010

6 Exemples d'actions réalisées par la CQMFF jusqu'à présent campagne de fax, impression sur des édifices avec de la gouache lavable, conférence de presse, freeze collectif dans un endroit public, partie ballon chasseur théâtrale, affichage de drapeaux aux couleurs de la MMF, etc.

Bilans

d'envergure d'une base. Nous croyons qu'il est préférable de prioriser l'usage des ressources militantes féministes à l'organisation de comités femmes locaux autonomes, en axant la mobilisation sur les impacts de la tarification et la privatisation des services publics sur les conditions de vie des femmes. L'élargissement et la consolidation d'une base militante sont vitaux pour les mouvements étudiants et féministes. C'est en opposant le gouvernement aux forces du plus grand nombre que nous parviendrons à nos fins!

Bilan de campagne

par le Conseil exécutif de l'AFESH (Association facultaire étudiante des sciences humaines)

« Moi, je suis allergique à la participation à ce genre de rencontre... »

Guy Rocher, sur la rencontre des partenaires universitaires, dans sa présentation de clôture de la journée de réflexion sur l'avenir de l'université.

Nous tenterons de ne pas répéter les éléments amenés par nos camarades de l'AFESPED sur la situation à l'UQÀM. Ce bilan est un retour sur la mobilisation de cette session mais nous apporterons également des éléments de réflexion pour alimenter les perspectives qui se dégageront lors du Congrès.

La mobilisation était bien présente cette session mais souvent faite par un noyau d'individus (vive Valleyfield!) qui ont donné beaucoup de temps. Il est donc dur ici de parler d'un bassin militant large. Il faut souligner aussi un effort des gens du module d'histoire qui ont produit du matériel d'information et ont eu beaucoup d'initiative. Certains modules comme sociologie ou travail social se sont aussi montrés assez mobilisés. Nos comités de mobilisation pan-uqamiens sont majoritairement composés de membres de l'AFESH et on remarque que la plupart des militant-e-s n'y participent que de manière sporadique. Nous pensons qu'une réflexion critique sur l'inclusivité devra être menée pour assurer une plus grande présence à nos comités. Des membres des autres facultés ont tout de même été présents.

La participation aux assemblées générales n'était pas merveilleuse mais nous n'avons jamais manqué de quorum cette session. Bref, pour résumer et pour que ce bilan ne soit pas trop ennuyant, le taux de mobilisation à l'UQAM est suffisant mais pas au meilleur de sa forme. On peut remarquer aussi que l'assemblée générale de grève de l'AFESH était moins populeuse et le

Bilans

vote moins positif que, par exemple, l'AFESPED. Les gens ne se sont-ils pas pointés à cause de la prévisibilité du résultat? C'est une hypothèse.

Une critique pourrait être amenée par rapport au fait que très peu de membres de l'AFESH se sont déplacés pour faire des tournées de mobilisation dans d'autres associations étudiantes alors que leur situation était beaucoup plus critique, par exemple dans les cégeps où la grève a été battue. Ce phénomène était également visible dans les associations membres de l'ASSÉ toute la session.

Pour l'occupation des bureaux de la ministre organisée par le CRAM, il s'agissait d'une belle première action, efficace, bien organisée qui a mobilisé beaucoup de monde pour avoir seulement utilisé le bouche à oreille. Un élément laisse les plusieurs membres perplexes : la porte du bureau personnel de la ministre a été fermée lors de la discussion avec Mme Beauchamp. Ça a donné un malaise à certain-e-s de ceux et celles qui y étaient et de ceux et celles qui en ont entendu parler. Peut-être aurions nous dû insister pour garder cette porte ouverte pour permettre à tous et toutes de savoir ce qui se passait.

Venons-en aux événements nationaux. La manifestation du 21 octobre était, quant-à-nous, un succès au niveau du déroulement et de la participation. Malheureusement l'évènement n'a pas beaucoup été repris dans les médias. Peut-être que le choix du CRAM de ne pas faire de communiqué de presse CNW en était un facteur. Certain-e-s auraient aimé une dynamique plus confrontante à la fin de cette manifestation au Palais des congrès mais la préparation logistique préalable n'était pas suffisante.

En ce qui concerne la manif-action organisée par la Coalition, il faut le dire, la participation étudiante n'était pas extraordinaire compte tenu du nombre de gens qui étaient en grève cette journée-là. Est-ce dû à une non-réappropriation de la campagne de la Coalition par les étudiant-e-s? La mobilisation ce fait surtout sur la hausse

des droits de scolarité et c'est bien normal. Peut-être serait-il plus stratégique d'inviter à la participation dans un axe : contre la hausse des droits de scolarité... et des autres mesures régressives du budget. Au niveau du déroulement, encore une fois, certain-e-s se seraient attendu à un niveau de radicalité plus élevé lors du blocage d'Hydro-Québec.

Constat semblable pour ce qui est de la journée de réflexion sur l'avenir des universités de la Table des partenaires universitaires. Le nombre d'étudiant-e-s présent-e-s était extrêmement faible. Pourtant, cette journée amenait des éléments de discours et d'analyse pertinents qui ne sont pas présents à l'ASSÉ actuellement concernant l'économie du savoir. Les idées qui s'en dégagent devraient être intégrées par la base militante et beaucoup de travail est à faire en ce sens. Par exemple, nous continuons à dénoncer haut et fort, de concert avec la CRÉPUQ et la Fédération des chambres de commerce du Québec, le sous-financement des universités alors que le problème fondamental est la façon dont les fonds sont répartis en fonction d'une finalité marchande de l'éducation. Se restreindre au langage économique dominant pour parler d'éducation, c'est aussi restreindre le débat à des enjeux de surface.

Au niveau des autres facultés maintenant, nous pouvons affirmer que le discours de l'ASSÉ a, par l'Unité étudiante surtout (journal de Mob-UQAM), par les rencontres interfacultaires un peu, été largement diffusé à l'UQAM. Le caractère mobilisateur de la campagne de l'ASSÉ semble avoir beaucoup aidé à l'affiliation de nos voisins, l'AFÉA. L'AFELC (langues et communications) se donne un air de neutralité non-affiliée.

Des exécutants de l'AFESH ont aussi participé à certaines instances de la TaCEQ et nous sommes très critiques de cette organisation qui a décidé de participer à la rencontre de la ministre tout en planifiant de claquer la porte. Notons que le

Bilans

souci de gagner de la crédibilité auprès des décideurs et des décideuses était manifeste. Cette jeune organisation porte en elle les prémisses de luttes négociantes et de « gains » consensuels. Soyons prudent-e-s.

La mobilisation pour le 6 décembre va bon train. Beaucoup de noms ont été donnés pour le transport en autobus. Espérons que cette action « baromètre » soit à la hauteur d'une lutte nécessaire et décisive pour le mouvement étudiant, mais aussi pour le type de société à laquelle nous aspirons.

Solidairement,

Le Conseil exécutif de l'AFESH-UQAM

Bilan automne 2010 du Conseil exécutif

Depuis le dernier Congrès, le Conseil exécutif a accompli une multitude de choses et il est maintenant temps d'en faire un bilan. Malgré une bonne dynamique de travail, les tâches qu'a à accomplir le Conseil exécutif sont énormes et, plus la session a avancé, plus la charge de travail a grandi : Assemblées générales de grève, organisation de plusieurs actions comme la manifestation régionale du 21 octobre, l'action de la Coalition du 23 novembre, la journée de réflexion du 25 novembre, la manifestation du 6 décembre, ainsi que deux Congrès. Devant l'ampleur de ce que nous avons à accomplir, nous avons du faire des choix en priorisant certaines tâches. Pour nous, le choix a été simple.

Quoiqu'en disent certains et certaines, nous avons choisi de faire du travail de terrain notre première priorité : aider les associations étudiantes à s'organiser, à créer des comités de mobilisation, à tenir des assemblées générales, etc. Tout ceci dans le but de remettre sur pied les associations qui allaient moins bien en début de session et permettre la plus grande mobilisation possible face aux attaques sans précédent du gouvernement. Évidemment, cette priorisation a eu certains impacts sur le reste des tâches que nous avons à accomplir et c'est entre autres pour cette raison que ce bilan paraît aussi tard dans le cahier de Congrès. Néanmoins, nous croyons avoir bien fait d'aller dans ce sens et, à moins d'un avis contraire de la part des associations, nous comptons continuer en ce sens pour le reste de l'année.

La présence d'une quatrième personne sur le conseil exécutif nous a aidé, d'autant plus que Nadia s'est rapidement intégré à l'équipe. Depuis le dernier Congrès, la dynamique au sein du Conseil exécutif est restée aussi bonne. Nous travaillons en équipe et nous croyons que cela nous aide grandement dans l'accomplissement de nos tâches.

Bilans

Interne

Depuis le début de la session, l'état de la mobilisation sur les campus des associations membres de l'ASSÉ a beaucoup évolué. En effet, en début de session, plusieurs associations étudiantes étaient tout simplement vides. Puis, au fil de la session, la situation s'est rapidement améliorée. On retrouve maintenant un bon bassin de militants et de militantes dans la plupart des associations étudiantes. Bien que l'on sente de plus en plus d'intérêt à s'impliquer sur les campus, il y a encore beaucoup de travail à faire, tant au niveau de la mobilisation que de la formation politique. Les échecs des votes de grève dans plusieurs associations membres en sont la preuve. Les associations étudiantes ont toutes réussi à organiser des assemblées générales de grève mais, malheureusement, le vote n'a pas été favorable partout et les votes perdus ont tous eu lieu dans des associations collégiales. Est-ce dû au fait que les étudiants et les étudiantes de Cégep se sentent moins concerné-e-s par une hausse de frais de scolarité à l'université, ou plus simplement à un manque de formation politique chez les nouveaux militants et des nouvelles militantes sur ces campus?

Nous devons mettre les bouchées doubles d'ici la fin de l'année pour que les militants et militantes soient formé-e-s afin de bien préparer la mobilisation de l'année prochaine. Il faudra que l'argumentaire de l'ASSÉ soit plus accessible, plus « digeste » pour des étudiants et des étudiantes des Cégeps. En ce sens, l'accent pourrait être mis sur les conditions de vie de la population étudiante, afin de faire réaliser l'existence grandissante de la précarité étudiante.

De plus, au cours de la session, un mouvement qui avait un peu perdu de son ampleur dans les dernières années s'est remis en route : l'entraide entre les différentes associations étudiantes. Dans le cadre où un mouvement d'ampleur se prépare pour l'année prochaine, la solidarité et l'entraide directe entre les différentes associations

étudiantes doit continuer de se mettre en place et se sera certainement un point tournant de la réussite de ce mouvement.

Le choix de l'exécutif a été clair cette année : prioriser le travail de terrain. À ce effet, chaque exécutant et exécutante passe en moyenne de 3 à 5 jours par semaine dans les associations étudiantes locales. En plus d'avoir été présent à la majorité des assemblées générales, le Conseil exécutif a choisi d'assurer une présence sur des campus qu'il avait un peu délaissé au cours des dernières années. Par exemple, nous sommes allé-e-s plusieurs fois à Matane afin d'entre autre reprendre contact avec eux et elles. Nous avons aussi donné plusieurs conférences et ateliers.

Par contre, il est clair qu'il y a un manque d'implication dans les tournées de mobilisation. Et nous travaillons d'arrache-pied à y pallier. Ce qui est problématique c'est que la capacité à faire des tournées de mobilisation de l'ASSÉ se résume au travail effectué par le Conseil exécutif. Malgré les appels lancés sur ASSÉ-Support toutes les semaines, très peu de personnes répondent à ces appels et se montrent prêtes à faire de la mob. Cette situation explique pourquoi certaines tâches bureaucratiques ne sont pas faites. Par cela, on entend notamment l'envoi d'un compte-rendu des rencontres avec les fédérations étudiantes.

Les associations non-membres : nécessaires à la lutte

Depuis le dernier Congrès, nous avons aussi rencontré plusieurs associations non-membres. En effet, nous avons été invité-e-s par plusieurs associations non-membres, soit pour aller présenter la campagne et le plan d'action de l'ASSÉ, soit pour aller les aider dans la mobilisation sur leur campus. Depuis le début octobre, nous sommes allé-e-s, par exemple, au Cégep d'André-Laurendeau, au Cégep d'Alma, au Cégep de Valleyfield, à l'Université McGill et à l'Université de Montréal. De plus, nous avons rencontré plusieurs associations étudiantes de

Bilans

Québec en prévision de la grande mobilisation du 6 décembre, autant des cégeps que des associations modulaires de l'Université Laval. Nous avons d'ailleurs accordé une attention particulière à la région de Québec, puisque la Rencontre des partenaires en éducation s'y tiendra. Il était donc primordial d'aider les associations étudiantes sur place à mobiliser pour l'événement. À l'Université de Sherbrooke, une assemblée publique sur la hausse des tarifs a été organisée par l'ASSÉ, en collaboration avec l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS).

Information

À la rentrée, plusieurs critiques avaient été formulées sur le peu de matériel d'information produit. Ce retard était principalement dû à différents problèmes d'ordre technique. Comme promis en Congrès, beaucoup de matériel d'information a finalement été disponible dans les semaines suivantes : Trois affiches pour la campagne (frais de scolarité, équité salariale, salaire moyen), l'affiche « Mettons en échec la hausse des frais », trois affiches pour la manifestation, deux feuillets (sur les frais de scolarité et sur le budget Bachand), deux collants, deux Ultimatum Express, les FAQs et plusieurs tracts. Par contre, malgré la quantité de matériel produit, nous croyons que plusieurs lacunes persistent. Une plus grande cohésion dans le matériel d'information permettrait plus facilement l'établissement d'un lien entre les différents matériels d'une même campagne. Et suite à l'échec des votes de grèves dans certains cégeps, nous croyons aussi nécessaire de mener une campagne d'information spécifiquement pour les cégeps et, comme dit précédemment, cette campagne devrait mettre l'accent sur les conditions de vie réelles des étudiants et des étudiantes.

Nous ne pouvons plus ignorer le web comme espace de diffusion d'information. Dans le création du mouvement autour du 6 décembre, le

rôle qu'a joué Facebook nous semble évident. Il permet une diffusion quasi-instantanée de l'information entre associations, mais permet aussi facilement la transmission de notre discours. C'est pourquoi nous croyons devoir intensifier nos stratégies web. Un des moyens d'y parvenir serait pour nous de créer des vidéos de qualité professionnelle afin de diffuser massivement notre discours sur les réseaux sociaux. Nous avons tenté l'expérience avec la création d'un premier vidéo « l'adresse au gouvernement. » Au moment de l'écriture de ce bilan, le vidéo avait été visionné plus de 4 100 fois. Afin de prendre en main le web comme espace de diffusion, nous croyons aussi nécessaire de refaire le site web de l'ASSÉ pour le rendre plus facilement utilisable, plus esthétique et surtout multi-plateforme.

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

La Coalition : un support nécessaire à la lutte

Comme durant la session d'hiver 2010, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a pris beaucoup de place au sein de l'ASSÉ. En effet, cette coalition est certainement le meilleur véhicule politique possible pour lutter contre l'ensemble du budget Bachand. C'est aussi par le biais de cette coalition que l'ASSÉ mène à bien sa campagne plus globale contre toutes les mesures régressives du dernier budget. Malgré qu'elle constitue le meilleur moyen de lutter contre le budget de manière générale, pour le Conseil exécutif, la lutte sectorielle contre la hausse des frais de scolarité devra s'organiser en parallèle avec la Coalition. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le plan d'action d'hiver présenté par l'exécutif contient deux actions d'ampleur organisées sur les bases de l'ASSÉ.

Le plan d'action de la Coalition

Au départ, le plan d'action de la Coalition pour l'automne devait être composé de trois

Bilans

principaux éléments : une campagne de perturbation des bureaux de député-e-s, une tournée de formation donnée partout à travers le Québec sur les différentes alternatives fiscales aux hausses de tarifs et une journée de perturbation économique nationale. Lors du congrès annuel, l'ASSÉ s'était toutefois positionnée en faveur d'une grande manifestation nationale à l'automne. Bien que nous ayons mis de l'avant cette position dans les instances de la Coalition (tant au comité action qu'aux rencontres générales), cette proposition n'a pas été retenue par les groupes membres. De plus, puisque la possibilité de tenir une journée de grève sociale a rapidement été écartée au début de l'automne et que les étudiants et les étudiantes ne semblaient pas nécessairement initialement prêts et prêtes à tenir une journée de grève dans le cadre d'une action de la Coalition à l'automne, il a été décidé de changer la journée de perturbation économique nationale par une seule action de perturbation ou de blocage restreint. Il faut comprendre qu'il s'agissait d'un premier pas pour la Coalition dans le sens de l'escalade des moyens de pression. Plusieurs groupes en étaient à leur première action du genre.

Bilan des actions de la Coalition

Pour ce qui est des perturbations de bureaux de député-e-s, qui aurait dû avoir lieu tout au long de la session, la Coalition a décidé de laisser aux groupes membres le soin d'organiser ces actions et, malheureusement, très peu ont répondu à l'appel. D'ailleurs, une des actions la plus réussie fut certainement l'occupation des bureaux de Line Beauchamp, organisée par l'ASSÉ.

La tournée de formation a, quant à elle, été lancée plus tard que prévu. À ce jour, il n'y a donc eu que quelques formations données, dont une lors de la journée de grève du 25 novembre au Cégep de St-Laurent. Par contre, la tournée devrait se poursuivre jusqu'à la fin du mois de janvier.

Le point culminant du plan d'action de la

Coalition pour l'automne a certainement été l'action de blocage du siège social d'Hydro-Québec le 23 novembre dernier. La même journée, plusieurs groupes en région avaient aussi organisé des actions de blocage qui se sont somme toute bien déroulé, au même titre que l'action de Montréal. Comme mentionné plus tôt, il s'agissait d'une première action directe organisée par la Coalition, et nous croyons que, de manière générale, il s'agit d'une grande réussite. La participation était acceptable, et la couverture médiatique fut surprenante. Il est clair que la grève de plusieurs associations étudiantes lors de cette journée a grandement aidé la participation à l'action. Généralement, nous pensons qu'il s'agit d'une action réussie, à condition évidemment qu'elle s'inscrive dans le cadre d'une escalade des moyens de pression sérieuse et réfléchi.

La Coalition et l'Alliance sociale

Durant le Congrès d'automne, nous avons appris par voie téléphonique qu'une « supra-coalition » était sur le point de se créer, et que la Coalition serait peut-être invitée à s'y joindre. Finalement, c'est exactement ce qui s'est produit. L'Alliance sociale (formée des trois grandes centrales syndicales et des fédérations étudiantes) a vu le jour peu de temps après le Congrès d'automne, et la Coalition a effectivement été invitée à joindre ses rangs. Les débats autour de la question ont d'ailleurs été assez animés en réunion de la Coalition. Certains groupes étaient assez méfiants de voir la Coalition joindre l'Alliance sociale, alors que certains syndicats membres de la Coalition faisait justement pression sur leur centrale pour que l'Alliance invite la Coalition à joindre ses rangs. Finalement, il a été proposé d'évaluer la possibilité de joindre l'Alliance et d'organiser une manifestation commune avec celle-ci. Malgré que l'ASSÉ ait voté contre la première proposition et se soit abstenue sur la deuxième, les deux propositions ont été adoptées.

Nous venons tout juste d'apprendre que

Bilans

l'Alliance sociale a accepté l'invitation de la Coalition de tenir une manifestation commune à l'hiver 2011. La grande manifestation de la Coalition avant la sortie du budget aura donc vraisemblablement lieu avec l'Alliance sociale. Par contre, les balises de cette action ne sont toujours pas déterminées. Il sera primordial que l'ASSÉ et la Coalition établissent des balises claires, qui seront des conditions fermes à leur participation à la manifestation. Il faudra que l'ASSÉ soit prudente afin d'éviter la récupération politique et médiatique.

L'ASSÉ et la Table des partenaires universitaires (TPU)

Sur cette question, le Conseil exécutif a repris le travail là où l'exécutif de l'an dernier l'avait laissé. De plus, le Congrès annuel avait mandaté l'exécutif de travailler, d'une part, à la rédaction d'un « contre-pacte » en guise de réponse au *Pacte pour un financement concurrentiel de nos universités* et, d'autre part, à l'organisation d'un « contre-sommet » qui se voulait une journée de réflexion alternative à la rencontre factice convoquée par la ministre de l'Éducation. L'exécutif a donc continué d'assister aux réunions de la Table, et a mis beaucoup d'efforts et de temps à la réalisation de ces deux mandats de Congrès.

Le manifeste de l'université québécoise

Lancé le 25 novembre dernier, le manifeste est le fruit d'un long travail au sein de la TPU. Il ne faut pas sous-estimer le caractère historique du document : pour la première fois dans l'histoire du Québec, l'ensemble de la communauté universitaire s'entend sur des positions idéologiques et politiques, au-delà des luttes sectorielles ou conjoncturelles.

Sur bien des points toutefois, il a fallu que l'ASSÉ fasse des compromis sur ses positions. Ne nous le cachons pas, une telle alliance requiert que toutes les parties « mettent de l'eau dans leur vin », ce qui a été fait. Il serait une erreur de croire que seulement l'ASSÉ a fait des

compromis. Rappelons que la Fédération québécoise des professeurs et professeures d'universités (FQPPU), signataire du manifeste, compte dans ses rangs les professeurs et professeures de l'Université McGill qui, avant le travail de l'ASSÉ à la TPU, refusait de prendre position sur la question des frais de scolarité. La signature de ce manifeste fait maintenant en sorte que la FQPPU, tout comme l'ensemble des organisations participantes, sont liées officiellement à une position ferme contre toute hausse de frais en 2012. Le défi de l'ASSÉ à la TPU était d'éviter le piège du « consensus mou » et du nivellement vers le bas de toutes les revendications. Bien que quelques compromis aient été faits, ils l'ont été de la part de toutes les organisations participantes. Pour nous, le défi est relevé : ce manifeste, issu du travail de l'ASSÉ, a forcé plusieurs organisations à dire des choses qu'elles n'avaient jamais dites, à prendre des positions qu'elles n'avaient jamais prises.

Plusieurs ont critiqué l'absence d'une position pour la gratuité scolaire dans le manifeste. Toutefois, selon l'exécutif, le mérite principal du manifeste n'est pas sa position sur les frais de scolarité plutôt que celle concernant l'économie du savoir, le financement universitaire et la finalité des universités. Malgré une position diluée sur la question des frais, le manifeste constitue une charge en règle, radicale même, contre l'économie du savoir. À bien des points d'ailleurs, une position ferme contre la marchandisation du savoir est beaucoup plus « radicale » qu'une position en faveur de la gratuité scolaire. Selon l'exécutif, il s'agit de l'avantage principal du manifeste : il a littéralement fait prendre conscience aux organisations syndicales universitaires de la nécessité d'une critique ferme de l'économie du savoir, de la nécessité d'ancrer nos luttes sectorielles dans ce discours plus large.

Ce manifeste, toutefois, ne doit être qu'un début. S'il ne débouche pas sur des actions concrètes, sur des luttes politiques réelles, il n'aura été qu'un

Bilans

stunt médiatique sans lendemain. Alors que le plan d'action d'hiver de l'ASSÉ prévoit une manifestation contre la hausse des frais de scolarité après le dépôt du prochain budget, il sera intéressant de voir comment l'ASSÉ pourra rallier la TPU à sa cause, voire à les inciter à prendre part à cette manifestation. Cela sera clairement un des objectifs de l'exécutif pour l'hiver prochain.

Au-delà de l'hiver, les effets collatéraux de ce manifeste pourraient se faire sentir jusqu'en 2012. Il faudra garder vivante cette alliance jusque-là, afin de s'assurer que le milieu universitaire soit solidement uni contre toute hausse de frais de scolarité et, surtout, contre toute alternative à la hausse qui irait dans le sens de l'économie du savoir. Bref, ce manifeste permet d'espérer, à court et moyen terme, la création d'un front unitaire d'opposition à la hausse des frais et à la marchandisation du savoir.

L'ASSÉ et les organisations politiques

Depuis le dernier Congrès, nous avons reçu deux invitations d'organisations politiques pour participer à une de leur activité : l'Union Communiste Libertaire (UCL) nous a invité à participer à un panel sur la lutte contre le budget, et un groupe d'étudiants et d'étudiantes membres de Québec solidaire nous a invité à donner une conférence sur la gratuité scolaire et l'économie du savoir à l'Université Laval. Dans les deux cas, nous avons accepté les invitations, croyant qu'il s'agissait d'une tribune intéressante pour mettre de l'avant les revendications et le discours de l'ASSÉ. Précisons aussi que dans les deux cas, nous étions invité-e-s à venir présenter les positions de l'ASSÉ, et non pas à venir parler d'un sujet précis pour l'organisation nous invitant. Suite à la conférence donnée à l'Université Laval, nous avons reçu plusieurs critiques face à la participation de l'ASSÉ à cette conférence. La plupart des critiques considéraient que nous ne respectons pas la position d'autonomie de l'ASSÉ face aux organisations

politiques.

Malgré ces critiques, nous croyons toujours que la participation de l'ASSÉ à ces événements n'allait pas foncièrement à l'encontre des positions de l'ASSÉ et n'ont pas brimé son autonomie. Toutefois, constatant les déchirements internes sur la question, nous avons décidé de mettre de l'avant une proposition visant à pacifier temporairement les relations internes à l'ASSÉ, dans l'attente du Congrès d'orientation. Cette proposition ne se veut pas une solution définitive à ces débats, bien au contraire. Il s'agit de clarifier temporairement, et peut-être grossièrement, la posture d'autonomie de l'ASSÉ, en attendant un débat plus large et profond sur la question.

Bilan des rencontres avec les fédérations étudiantes

Suite aux mandats du congrès d'automne de rencontrer la FECQ et la FEUQ pour parler de nos plans d'action respectifs, nous avons contacté les deux fédérations étudiantes pour convoquer lesdites rencontres. Celles-ci ont toutes deux eu lieu le même jour, soit le 20 octobre dernier. Nous avons rencontré la FEUQ en matinée, puis la FECQ en soirée. Nous sommes désolé-e-s que le bilan de ces rencontres arrive aussi tard après la tenue des dites rencontres. Toutefois, nous avons cru bon de prioriser le travail de terrain. Ceci a certainement eu des conséquences négatives sur le travail que l'on pourrait appeler plus « bureaucratique. »

Rencontre avec la FEUQ

Présents et présentes à cette rencontre : Élise Carrier-Martin et Gabriel Nadeau-Dubois pour le Conseil exécutif de l'ASSÉ, Mathieu Oigny et David Charbonneau pour la FEUQ.

Tel que convenu en Congrès, l'échange a essentiellement porté sur nos plans d'actions respectifs. L'ASSÉ a réitéré son intention de boycotter la Rencontre des partenaires en éducation et son intention de tenter d'empêcher la tenue de la rencontre. De son côté, les

Bilans

représentants de la FEUQ ont mentionné qu'elle comptait bel et bien assister à la rencontre, mais qu'ils considéraient la possibilité de claquer la porte durant la journée. Les discussions ont aussi portées sur les plans d'actions à long terme contre la hausse des frais de scolarité. Les représentants de la FEUQ nous ont à cet effet affirmés que, pour le moment, leur revendication était le gel complet des frais de scolarité, donc contre toute hausse en 2012. Évidemment, nous avons aussi discuté du manifeste écrit par la Table des partenaires universitaires, puisque la FEUQ semblait alors vouloir se retirer progressivement du projet.

Par la suite, les représentants de la FEUQ ont lancé un appel à l'union du mouvement étudiant, soutenant qu'il serait primordial pour la lutte à venir que le mouvement étudiant ne soit pas miné par les divisions corporatistes. Nous avons répondu à cela que personne ne pouvait être contre l'unité en soi, mais que celle-ci ne se ferait certainement pas à n'importe quel prix et sous n'importe quelles conditions. En effet, nous leur avons rappelé qu'il y avait des raisons bien concrètes pour lesquelles un climat de méfiance existait entre les différentes associations étudiantes nationales. Les deux délégués de la FEUQ ont tenu à nous rassurer, soutenant que l'exécutif actuel était différent des exécutifs précédents.

Rencontre avec la FECQ

Personnes présentes à cette rencontre : le Conseil exécutif de l'ASSÉ et Gabrielle Brais-Harvey, Simon Harvey et Mathieu Morin de la FECQ.

Tout comme pour la rencontre avec la FEUQ, nous avons surtout discuté de nos plans d'action respectifs. Les délégué-e-s de la FECQ nous ont indiqué qu'ils et elles comptaient assister à la rencontre du 6 décembre, mais qu'ils et elles songeaient aussi sérieusement à claquer la porte. Nous les avons par la suite questionné-e-s sur leur projet de loi-cadre. Malheureusement, les réponses que nous avons eues à ces questions

sont restées, à nos yeux, vagues et imprécises. On nous a toutefois assuré que nous aurions accès aux détails de ce projet lorsqu'ils seraient fixés.

La FECQ a aussi réitéré l'appel de la FEUQ à l'unité du mouvement étudiant en vue de la prochaine bataille contre la hausse des frais. Évidemment, notre réponse fut la même : l'unité ne se fait pas à n'importe quel prix, et il y a des raisons historiques pour lesquelles l'ASSÉ et les fédérations étudiantes ne travaillent pas ensemble. Le débat sur cette question s'est étiré longuement. L'exécutif de l'ASSÉ a notamment fait part aux délégué-e-s de la FECQ de son malaise face à la prétention souvent affichée par la FECQ, notamment dans ces relations avec les médias, de représenter les étudiants et les étudiantes des cégeps de la province. La réponse fut plutôt abrupte, et quelque peu décevante : « Nous représentons les collégiens [sic] du Québec. »

Globalement, nous pouvons affirmer que ces rencontres ont permis à l'ASSÉ d'être mieux au fait de la stratégie et des perspectives d'actions des fédérations étudiantes à court et moyen terme. Bien qu'elles ne permirent pas de rapprochements concrets et durables entre les différentes organisations, elles ont permis d'échanger et de s'informer sur nos plans d'actions respectifs et de mettre au clair certains conflits et incompréhensions. Qu'on le veuille ou non, les fédérations étudiantes font partie du paysage politique québécois. L'exécutif croit qu'il est donc inutile et contre-productif d'adopter la politique de l'autruche et d'ignorer leur présence. Ces organisations sont incontournables dans le monde de l'éducation et leur légitimité est acquise dans l'espace public, indépendamment de notre volonté. Sans tendre vers l'unité à tout prix et verser dans le copinage, nous croyons que ce genre de rencontres devraient pouvoir avoir lieu un peu plus régulièrement, particulièrement en début de session, pour faire le point sur nos plans d'action respectifs.

Bilans

Le Conseil exécutif et ses relations à l'interne

Comités et Conseils

Quelques différents ont eu lieu entre l'exécutif et certains comités. Tout d'abord, il y a eu un différent avec le Comité femmes concernant l'article critique de la Marche mondiale des femmes, écrit par le Comité pour l'Ultimatum. Le texte suscitant déjà des débats sur le forum interne, nous l'avons lu et nous sentions un peu mal à l'aise avec certains propos de l'auteur. Pour nous, il était délicat qu'un article critique de manière si ferme un mouvement qui avait été appuyé à l'unanimité par les associations membres réunies en Congrès, quelques mois auparavant. Nous avons donc fait part au Comité femmes de nos malaises face à ce texte. Le Comité femme ne souhaitant pas apporter de modifications à leur article, nous avons donc voulu apporter la question au Conseil de coordination, jugeant que l'exécutif n'avait en aucun cas la légitimité de prendre une décision à ce sujet. Finalement, c'est le Comité femmes lui-même qui a choisi de retirer son article, avant même que nous ayons pu en discuter en instance.

Quelques semaines plus tard, le Comité femmes nous demandait de publier sur le site internet de l'ASSÉ la recherche faite par Anne Dagenais sur le féminisme à l'ASSÉ. Considérant que la recherche n'avait ni été faite par des élu-e-s de l'ASSÉ, ni à la demande de l'ASSÉ, et n'avait été appuyée par une instance de l'ASSÉ, nous avons un certain malaise à la mettre directement sur le site internet. Encore une fois, nous avons jugé le Conseil de coordination plus légitime que nous pour juger de cette question. Nous avons donc mis un point à l'ordre du jour de la rencontre suivante du Conseil de coordination. Après une plénière sur le sujet, la déléguée du Comité femmes a alors pris la décision de ne pas faire de proposition lors de cette rencontre, préférant remettre le débat entre les mains du Congrès. Dans les deux cas, l'exécutif n'a entrepris aucune

mesure ni pris aucune décision pouvant s'apparenter, de près ou de loin, à de la censure. Au contraire, nous avons dans les deux cas pris la décision de référer le débat au Conseil de coordination.

Quant aux autres comités, nous entretenons généralement de bonnes relations. En effet, nous avons bien peu de différents avec les comités à la mobilisation, à la recherche et aux affaires académiques (CRAA) et à la formation. Quant au Comité journal, nos différents se règlent plutôt rapidement, de manière générale.

Relations avec la permanence

Au début de la session, nous avons eu quelque problèmes de communication avec Jean-François, problèmes qui s'était en partie réglés suite à une rencontre et à un plus grand suivi de notre part pour lui transmettre l'information. Par contre, le rôle de permanent à l'ASSÉ n'est pas toujours rose et le bureau, étant censé être un lieu de travail pour les militants et les militantes de l'ASSÉ, est malheureusement davantage utilisé comme un entrepôt de matériel. De plus, n'étant que quatre personnes élues sur le Conseil exécutif et passant beaucoup de temps dans les associations étudiantes, nous passons trop peu de temps au bureau et Jean-François se retrouve la plupart du temps à travailler seul. En ce sens, nous invitons tous les membres des comités et conseils de l'ASSÉ ainsi que les membres des associations étudiantes à réinvestir ce lieu de travail.

Les finances de l'ASSÉ : la lutte perpétuelle pour le déficit zéro

Lors du dernier Congrès, plusieurs modifications avaient été adoptées dans le budget, afin d'obtenir des prévisions budgétaires davantage équilibrées. Ces modifications avaient comme objectif de rendre un portrait plus réaliste des finances de l'ASSÉ et d'éviter un déficit.

Ainsi, ces modifications ont portées notamment sur les revenus de l'ASSÉ, dans lesquels le

Bilans

montant prévu des dons a été minoré. Toutefois, il est toujours possible que l'ASSÉ reçoive davantage que le montant inscrit dans les prévisions budgétaires en dons, étant donné que certaines associations étudiantes ont décidé de faire un don à l'ASSÉ. Quant aux compressions dans les dépenses, des mesures ont été prises afin de réduire les dépenses en télécommunications, notamment en ce qui a trait aux frais de cellulaires des élu-e-s.

Finalement, il reste que de nombreuses associations doivent toujours de l'argent à l'ASSÉ, tant pour les instances que pour leurs cotisations. À titre d'exemple, rappelons que seulement trois associations ont versé leurs cotisations à l'ASSÉ pour la session en cours, ce qui correspond à 36 % des revenus prévus pour ce poste budgétaire. Évidemment, la santé financière de l'ASSÉ dépend toujours de l'assiduité des associations membres dans le paiement de leurs dettes à l'organisation.

L'année prochaine, une année qui se doit d'être historique

L'année prochaine sera certainement l'année la plus importante pour le mouvement étudiant depuis longtemps. La lutte que nous allons devoir mener contre la hausse des frais de scolarité se doit d'être victorieuse, sinon cela signera certainement la mort du mouvement étudiant combatif pour plusieurs années. Il nous faut donc dès maintenant commencer à penser aux revendications et au plan d'action de l'année prochaine. Cette année, l'escalade des moyens de pression contre la hausse des frais de scolarité n'est qu'à ses débuts, et l'action du 6 décembre sera certainement une action « baromètre » pour constater l'état de la mobilisation sur les campus. Les actions et la mobilisation doivent se poursuivre en s'accroissant tout au cours de l'année, et le point culminant de cette mobilisation devrait être une manifestation nationale contre la hausse des frais de scolarité, appelée par l'ASSÉ. Cette manifestation nous

aidera certainement à établir où nous en sommes en termes de mobilisation, et à élaborer le prochain plan d'action.

Toutefois, si les moyens de pressions mis de l'avant par l'ASSÉ d'ici l'hiver 2012 n'ont pas réussi à faire plier le gouvernement, la grève générale illimitée s'imposera d'elle-même. Il nous faut donc dès maintenant s'y préparer, et préparer le terrain à cette mobilisation d'ampleur qui nous attend et qui sera, nous l'espérons tous et toutes, la plus grande mobilisation étudiante de l'histoire du Québec.

Le Conseil exécutif

Comment la base militante étudiante peut-elle se réapproprier l'ASSÉ?

À l'heure où ces lignes sont écrites, trois associations étudiantes collégiales membres de l'ASSÉ ont perdu leur vote de grève en vue du 6 décembre prochain. Il en va de même pour l'AGEBdeB qui a tenté de suivre le plan d'action de l'ASSÉ. Le contre-sommet organisé le 25 novembre dernier a peine à attirer une cinquantaine de personnes, et ce, malgré le fait qu'un peu plus de 18 000 étudiants et étudiantes étaient en grève à ce moment. L'exécutif national de l'ASSÉ est composé à 50% de postes vacants, et plusieurs comités et conseils de l'ASSÉ sont presque à l'abandon ou complètement inactifs.

La situation n'est pas réellement plus rose dans plusieurs associations étudiantes locales, où plusieurs exécutifs sont loin d'être complets, et où les comités de mobilisation n'existent tout simplement pas. La cause de tout ça? Selon nous, une partie de la réponse réside dans le fait qu'il existe actuellement une séparation entre l'ASSÉ et la base militante. Notre volonté est donc d'apporter quelques réflexions tentant de cerner certaines problématiques ayant pu contribuer à cet éloignement, de même que des pistes de solutions qui pourront permettre aux étudiants et étudiantes de se réapproprier l'ASSÉ, de recommencer à y militer et de se sentir comme une partie intégrante de leur syndicat national.

Un plan d'action dicté par le travail de relations externes

Depuis l'an dernier, l'ASSÉ travaille en étroite collaboration avec la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Cette coalition devait, à la base, servir à coordonner une contestation nationale de l'opposition aux différentes mesures se trouvant dans le budget Bachand. Le tout s'inscrivait dans un contexte particulier où la grève sociale était une option envisageable et où un véritable mécontentement face à l'ensemble des mesures

budgétaires habitait la population. Hors, depuis ce temps, la situation politique a bien changé (notamment à cause de l'entente du Front commun), et force est d'admettre que le mouvement a perdu de sa vigueur. La grève sociale, le rare moyen suffisamment fort dont dispose la population pour faire reculer le gouvernement contre ses différentes attaques, n'aura pas lieu.

Le mouvement étudiant, par contre, envisage sérieusement la tenue d'une campagne de grève générale illimitée. Nous savons que c'est probablement la seule option qui s'offre à nous pour empêcher le projet dévastateur du gouvernement quant aux frais de scolarité. Mais ne soyons pas dupe. Cette grève, elle ne se fera pas contre la tarification et la privatisation des services publics. Cette grève, nous devons la mener spécifiquement sur la question de l'éducation. En ce sens, il nous apparaît primordial de revoir la place de la Coalition à l'intérieur de notre plan d'action.

À notre sens, le travail au sein de la Coalition réduit le pouvoir des militants et militantes au sein du mouvement, puisque les décisions prises en assemblées générales par les étudiants et étudiantes sont fortement modifiées au fil du processus décisionnel. Ces décisions prises en assemblées générales doivent être ramenées en congrès, puis au niveau de la Coalition, où une consultation des membres de la Coalition doit être faite. Ensuite, les décisions prises par la Coalition reviennent, soit à l'exécutif national, ou sont ramenées aux congrès, puis dans les assemblées générales. Ces décisions peuvent ne pas être les mêmes que celles provenant à la base des assemblées générales, par souci de consensus et de bonne entente entre les membres de la Coalition. Les membres ont donc de moins en moins de pouvoir sur le plan d'action de l'ASSÉ. De fait, la participation de l'ASSÉ aux actions de ce rassemblement d'organismes se fait-elle au détriment d'actions choisies par les étudiants et étudiantes, telles des actions locales favorisant la mobilisation des membres dans leur milieu?

Il vaudrait également la peine de s'attarder à

analyser le travail qui fut accompli par l'ASSÉ de pair avec la table de partenaires universitaires (TPU). Le faible taux de participation étudiante à l'événement organisé par la TPU, auquel aucun étudiant ni aucune étudiante membre de l'ASSÉ n'était présent ou présente à titre de conférencier ou conférencière, est un exemple de démarches faites en vue d'une plus grande couverture médiatique sans être une réponse à un besoin de formation issu véritablement de la base militante. Une journée de grève fut votée pour cet événement par l'AFESH-UQÀM, l'AÉCSL, le SECMV, l'AFESPED-UQÀM et l'AFÉA-UQÀM. Par conséquent, cela aura pu constituer un moment fort de notre plan d'action par le biais d'une action d'envergure ou de nette pression, ce qui n'a visiblement pas été le cas.

Par ailleurs ce même événement visait avant tout à inaugurer la sortie du manifeste de l'Université Québécoise. Cependant, ce manifeste n'a pu être sujet à débat à ce moment. Il est également à noter qu'il fut adopté préalablement en congrès, mais seulement une fois complètement rédigé et le travail presque achevé. Le congrès s'est donc retrouvé acculé au pied du mur; il pouvait amener des modifications à y faire sous la crainte de rendre caduc toutes les heures que l'exécutif avait déjà passé à négocier le-dit manifeste ou bien signer le document tout en comprenant qu'il n'était pas vraiment issu des revendications de ses membres. De plus, lors de ce même congrès fut adoptée une revendication concernant les États Généraux, sans que celle-ci ne soit formulée, à l'origine, par la base militante, mais bien parce que telle était la conclusion à laquelle en venait le manifeste.

Dans la foulée des événements plus récents, l'on doit également considérer l'organisation de la manifestation du 6 décembre qui s'effectue à l'ASSÉ, dans l'objectif de perturber la rencontre des partenaires en éducation. En préparation à cette action, la Fédération étudiante collégiale du Québec et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FECQ et FEUQ) de même de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) ont été rencontrées. Lors de cette

rencontre avec les autres acteurs et actrices du mouvement étudiant, il aurait proposé d'établir une entente qui baliserait la-dite manifestation, afin d'éviter la confrontation et la division au sein du mouvement étudiant. Toutefois, cette proposition a été faite sans avoir été précédée de mandats d'assemblées générales provenant d'associations membres et la rencontre a eu lieu sans aucune consultation préalable autant sur asse-support ou via une tournée d'appels. De plus, les modalités de cette entente sont questionnables au niveau du message que l'ASSÉ semble vouloir projeter auprès de ses membres, notamment celui de se censurer comme seule association nationale étudiante ayant pour principe d'action le syndicalisme de combat. En ce sens, est-ce que le plan d'action de l'ASSÉ face à cette manifestation importante est dicté par la volonté locale des étudiants et étudiantes, ou par cette entente faite sans consultation des associations locales?

En bref, toutes les relations externes à l'ASSÉ risquent de l'amener dans le piège dangereux, qu'est l'obsession de l'image. En effet, toutes les organisations nommées précédemment sont à la fois moins radicale que l'ASSÉ, car ne partageant pas nécessairement ses principes en vue d'un changement social visant l'établissement d'une véritable justice sociale et à la fois moins mobilisée, car ne pratiquant pas le syndicalisme de combat. Pour ces deux raisons, ces groupes sont plus soucieux de se rallier l'opinion populaire par l'entremise de l'image qu'ils projettent. L'ASSÉ ne devrait donc pas entrer dans ce jeu qui l'éloignerait davantage de la base, mais bien tabler sur sa base mobilisée pour mettre clairement de l'avant ses principes par des moyens d'actions plus combatifs, ainsi que par une analyse sociétale critique et surtout radicale.

Dès lors, nous proposons, afin de permettre la réappropriation du plan d'action de l'ASSÉ par ses membres ;

- Que l'ASSÉ établisse elle-même son plan d'action sans que la position de la Coalition soit un facteur déterminant. Il faut considérer la Coalition comme un

atout et non pas une nécessité.

- Que l'ASSÉ axe d'abord son travail sur une mobilisation massive de ses membres à travers des moyens d'actions combatifs et une analyse sociétale radicale, et que le tout ne soit pas altéré par un souci de l'"image" projeté auprès des autres regroupements ou au sein des médias de masse.

Intellectualisation du mouvement au détriment d'une politisation de la base et des assemblées générales locales ?

Une autre conséquence découlant de la participation accrue de l'ASSÉ à des regroupements plus larges, auxquels siègent des organisations moins radicales et militantes qu'elle, consiste à reléguer au second plan le travail au local et à favoriser une intellectualisation du mouvement.

Tout d'abord, cela s'explique par le fait que les événements organisés par ces regroupements élargis sont étrangers à ceux habituellement mis sur pied par l'ASSÉ, n'étant pas issus du milieu étudiant militant mais s'imposant à lui, tel la journée du 25 novembre organisée par la TPU. De plus, les revendications et moyens d'actions ressemblent de plus en plus à des formules prémâchées par les regroupements que l'ASSÉ tente de placer dans la bouche de ses membres. La mobilisation n'est, dans ce processus, plus considérée comme le point de départ du mouvement étudiant, mais bien comme le moyen de légitimer des revendications déjà mises de l'avant et d'inviter les membres à participer à des actions déjà organisées. Un des meilleurs exemples de tout ça est probablement la revendication sur les États Généraux adoptée au dernier congrès, qui fut par ailleurs diffusée avant même d'être adoptée, comme si le congrès n'était qu'une formalité bureaucratique pour mettre en marche un plan d'action décidé à l'avance.

Il est à ce moment-là bien difficile de faire sentir aux étudiants et aux étudiantes qu'ils et elles gagnent à investir leurs structures et à se présenter à leurs assemblées générales, si ce n'est

que pour cautionner leur participation aux actions nationales sans véritablement en déterminer l'essence. Avant tout, la mobilisation devrait servir à diffuser de l'information favorisant et incitant à la prise de position, ce qui constitue le point de départ à l'établissement d'une stratégie d'action locale, puis nationale. En ce sens, le travail de terrain, la politisation de la base et l'implication complète de celle-ci dans l'élaboration d'un plan d'action, devrait être la priorité de l'ASSÉ puisqu'il n'est pas envisageable de bâtir un vrai rapport de force par des réunions externes, alors que le mouvement étudiant n'est pas au devant.

Ensuite, il est nécessaire de souligner le caractère universitaire du mouvement; les associations membres à être entrées en grève majoritairement furent, en grande partie, des membres universitaires, les comités et conseils de l'ASSÉ sont investis par les membres universitaires, mais vides de membres du collégial et les revendications touchant ce secteur, comme la rémunération des stages, sont mises de côté. Il est problématique de constater que les membres d'associations collégiales sont moins présents et présentes dans les débats et les structures de l'ASSÉ, ce que rend visible le peu ou même l'absence de propositions amenées en congrès par ces associations. Il est d'autant plus inquiétant de noter la dépendance de certaines associations membres envers l'ASSÉ pour mener et structurer leurs campagnes. De fait, les congrès deviennent les points de départ des revendications et justifient la tenue d'assemblées générales au local. Cela nous apparaît comme une problématique importante puisque la procédure contraire devrait plutôt s'appliquer. Les congrès devraient découler de la tenue d'assemblées générales au local qui amènent des revendications propres à leur milieu, soulevées par leurs membres. Ainsi, les revendications mises de l'avant par l'ASSÉ seraient à l'image des membres et de leur volonté à mener ces luttes, facilitant la mobilisation au local. Dans cette même optique de dépendance, les associations et les délégué-e-s externes au local ne sont plus portés-e-s à communiquer directement avec d'autres associations, mais

plutôt à faire toutes ces communications via l'ASSÉ. Les tournées d'appels se font rares, la situation d'une association n'est partagée qu'en congrès, lors d'un tour de table. Nous croyons qu'une perception de l'ASSÉ comme intermédiaire nécessaire peut être nuisible, en ce sens qu'elle peut miner le travail de terrain qui devrait être pris en charge autant au local qu'au national.

Afin de remettre le travail de terrain au coeur des préoccupations de l'association nationale, nous proposons donc :

- Que le travail externe cesse d'être une priorité afin que l'ASSÉ consacre davantage d'énergie militante à la diffusion de l'information et à la mobilisation au sein des associations étudiantes locales.
- Que tous les événements figurant au plan d'action de l'ASSÉ proviennent originellement d'une volonté locale par le biais de mandats d'assemblées générales.
- Qu'une réflexion soit entamée en vue du prochain congrès d'orientation sur la possibilité de créer une ou des instances de l'ASSÉ propres aux associations locales collégiales, dans le but de permettre une réflexion plus approfondie des réalités de ces associations et d'amener des pistes d'actions et de mobilisation communes pour les collégiens et collégiennes.

Centralisation des tâches et de l'information

L'une des raisons majeures de l'éloignement de la base à l'ASSÉ se trouve, selon nous, dans le fait que les militants et militantes ne sont plus impliqués-e-s dans l'élaboration du plan d'action et dans l'application de celui-ci. L'information circule très peu et les tâches sont souvent centralisées dans les mains d'un groupe de personnes très restreint. En ce sens, si nous voulons redonner une certaine vigueur à l'ASSÉ, il importe que l'organisation soit la plus inclusive possible et ce, du début à la fin.

Le tout passe d'abord par une plus grande

diffusion des tâches à accomplir au sein de l'ASSÉ, car le travail des comités de même que celui de l'exécutif est essentiellement, rappelons-le, un travail de coordination. Un mouvement qui semble fonctionner de lui-même, ne laissant pas paraître ses nécessités organisationnelles, n'est pas un milieu où les militants et militantes se sentent interpellés-e-s à s'impliquer. En ce sens il est primordial de diffuser les besoins en implication. Cela permet aux étudiants et étudiantes des diverses associations locales de constater en quoi consiste le travail de l'association nationale et leur permet de se faire une idée sur la manière de s'y impliquer personnellement. Ainsi, il ne s'agit pas que les comités se chargent à eux seuls de faire la mobilisation, le matériel d'information, l'organisation d'actions, les recherches, les articles, etc., mais bien, qu'ils diffusent sur asse-support, asse-femmes, par des tournées d'appels dans les associations membres, de même que par tout autres moyens jugés appropriés, quels sont les besoins exacts en implications au fur et à mesure qu'ils se présentent. En plus de favoriser l'implication des étudiants et des étudiantes, cette manière de procéder assure une certaine transparence dans les démarches. Pour cette dernière raison, les procès verbaux des différentes réunions du Conseil exécutif et des comités de travail devraient également être rendus accessibles aux différentes associations membres, en les diffusant par d'autres moyens que seulement via le forum interne où seule une poignée de personnes peut les consulter. Il en va de même pour les lieux et les moments de réunions, qui devraient être publicisés dans le but d'inviter les membres à participer à ces instances.

La centralisation des tâches peut également avoir comme conséquence négative de générer une classe à part d'experts et d'expertes ou de spécialistes au sein du mouvement étudiant. En effet, si ce sont toujours les mêmes personnes qui assurent, à elles seules, les tâches d'implication militante, elles peuvent venir qu'à développer une certaine expertise en la matière. Par conséquent, elles deviennent indispensables au mouvement puisque s'imposant comme uniques militants et

militantes ayant les connaissances ou l'assurance nécessaire pour participer à ces activités. Cela peut concentrer énormément de pression sur leurs épaules, tout en nuisant à la formation de nouveaux militants et de nouvelles militantes. Par exemple, en ce qui concerne les communications à l'ASSÉ, afin de ne pas placer des militants et des militantes dans une position d'interlocuteurs privilégié-e-s, il devrait y avoir favorisation d'une plus grande diversité dans la prise de parole lors des manifestations, des actions, des communiqués de presse, etc. De même que ces communications devraient être, dans la mesure du possible, assurées dans le respect d'une parité hommes/femmes.

En résumé voici ce que nous proposons comme moyens pour contribuer à la décentralisation des tâches à l'ASSÉ:

- Que soit diffusée la tenue des différentes réunions des instances de l'ASSÉ (incluant les comités et le conseil exécutif) ainsi que des réunions externes à l'ASSÉ et que les militants et militantes soient invités à y participer.
- Que l'ASSÉ et ses membres diffusent les procès-verbaux des réunions auxquels ils et elles ont participé, notamment au sein d'organisations externes. Qu'il y ait une proposition systématique de mise en dépôt des décisions quand les membres n'ont pas été consulté-e-s.
- Que l'ASSÉ encourage ses associations membres à mettre en place de meilleurs moyens de diffusions de l'information (ex: Forum interne, cahier d'assemblée générale, liste de diffusion e-mail, etc.)
- Que l'ensemble des informations soit diffusées de manière large et transparente sur ASSE-Support, le forum interne et au sein des associations locales.
- Que l'ASSÉ encourage la tenue d'assemblées publiques ouvertes aux militants et militantes dans l'optique de les impliquer dans l'organisation de la mobilisation.
- Que soient tenues régulièrement des conférences téléphoniques entre les différentes associations étudiantes locales pour faciliter la communication entre les congrès, notamment avec les associations étudiantes plus éloignées, afin de briser l'isolement géographique.
- Que l'ASSÉ incite ses associations membres à utiliser et investir le forum interne.
- Que soit réactivé le forum de discussion externe, afin de centraliser l'information et les débats en un espace approprié pour en assurer l'accès à tous et toutes dans la transparence.
- Que des bilans bi-mensuel des différentes instances et associations membres de l'ASSÉ soient envoyés à plus grande échelle par le biais des médiums tels l'ultimatum, asse-support, forum interne, forum externe, etc, afin que toutes personnes désirant aller apporter un support en mobilisation à l'extérieur de son propre campus, soit bien au fait de la situation locale.
- Que l'ASSÉ favorise l'organisation d'assemblées générales de manière plus fréquentes au sein de ses associations étudiantes et que, proportionnellement, un plus grand nombre de congrès aient lieu annuellement, ce qui faciliterait la mise en application de la démocratie directe, par une plus grande implication et participation des membres dans leurs instances décisionnelles.
- Réfléchir lors d'un prochain congrès d'orientation sur une alternative plus démocratique au droit de propositions à l'exécutif et au comité femme lors des congrès de l'ASSÉ.

Mauvaise perception des critiques à l'ASSÉ:

Poursuivant dans la même idée, la centralisation des tâches au sein de l'ASSÉ a également pour conséquence de nuire à la critique interne quant aux pratiques de notre organisation. En effet, la prise en charge des actions, communications et de la production du matériel d'information ne

relevant que d'un nombre restreint de personnes, lorsque sont amenées des réflexions à cet égard, ces dernières tendent à être perçues comme des critiques personnelles ou encore comme de la méfiance quant aux militants et militantes impliqué-e-s.

De plus, la participation accrue de l'ASSÉ au cours des dernières années à certains regroupements plus larges mentionnés précédemment (soient la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics, la Table des Partenaires Universitaire, la Coalition d'organisation de la Marche Mondiale des Femmes, etc.) semble également avoir un impact sur la place laissée aux critiques internes concernant l'ASSÉ. L'importance accordée aux rapprochements effectués auprès de divers groupes communautaires et syndicats en serait la cause. L'objectif n'est pas de remettre en cause la nécessité d'une solidarité entre les divers acteurs sociaux et actrices sociales, mais bien d'expliquer en quoi le soucis d'exercer un contrôle sur l'image de l'ASSÉ afin de préserver cette solidarité, peut être néfaste.

C'est d'ailleurs le désir de projeter une unicité au sein de notre association nationale qui est à l'origine d'un refus de faire figurer sur le site web de l'ASSÉ la recherche de Anne Dagenais sur le féminisme à l'ASSÉ. Dans une optique semblable, un article critique sur l'organisation de la Marche Mondiale des Femmes de 2010 a soulevé beaucoup de remous et ne fut finalement pas publié dans l'Ultimatum.

Ces deux exemples de censure illustrent une difficulté d'émettre des bilans critiques à l'ASSÉ. Cela constitue selon nous une problématique, car la réflexion loin d'être un frein à l'action l'en fait bénéficiaire, notamment, lorsque qu'elle suggère des solutions dans le but de tendre vers une amélioration de nos pratiques, que ce soit en vue d'une plus grande démocratie directe au sein de notre fonctionnement ou encore pour favoriser une démocratisation de l'implication militante, etc. De cette manière, les critiques constituent une force et ce faisant, devraient être encouragées lors des congrès, mais également lors des autres

instances (comme les assemblées générales locales, dans les discussions d'exécutif locaux), de même qu'elles devraient être libres de figurer dans tout espace accessible à tous et toutes les militants et militantes (Ultimatum, asse-support, forum interne, forum externe s'il y a lieu, etc).

Enfin, le congrès d'orientation, qui fut utilisé comme une poubelle à débat et un dépotoir aux réflexions parfois urgentes, pourrait également être présenté comme un dernier élément ayant constitué un frein à la critique interne depuis l'hiver 2010. Un congrès d'orientation semble être l'endroit tout indiqué pour réfléchir sur des questions concernant les structures de l'ASSÉ, de même que pour faire le bilan suite à une grosse campagne en regard des conclusions découlant de celle-ci pour orienter nos actions futures. Néanmoins, plusieurs débats concernant des questions d'ordres pratiques furent remises à plus tard lors des congrès précédents en évoquant la tenue d'un tel congrès d'orientation. Ces sujets, n'étant pas traités, ont évacué la place qu'occupait habituellement la réflexion critique constante à l'ASSÉ. Cela cède le pas à l'ironie: nous avançons sans savoir vraiment de quelle manière, ni vraiment dans quelle direction, mais il nous faut continuer, car prendre le temps de choisir le bon cap et le bon moyen de locomotion serait considéré comme une perte de temps... alors que cela pourrait au contraire nous en sauver beaucoup!

En ce sens, nous suggérons:

Que l'ASSÉ réaffirme que sa force se situe dans la place qu'elle laisse aux débats, aux bilans critiques et à la remise en question de ses pratiques en vue d'une réappropriation de ses instances et espaces décisionnels par la base, d'une démocratisation de l'implication militante et d'un plus grand respect de ses mandats et positions.

Que l'ASSÉ favorise la diffusion des différentes critiques internes au sein de l'organisation dans tous les espaces qu'elle emploie pour diffuser l'information à ses membres, que ce soit son site web, son journal l'Ultimatum, ses listes de

diffusion assé-support et assé-femmes, son forum interne ou son forum externe s'il vient qu'à être réactivé.

Remonter à la racine du problème

Au delà de l'ensemble des constatations et des propositions qui se retrouvent dans ce texte, une conclusion s'impose; l'ASSÉ ne pourra devenir une organisation décentralisée et réellement démocratique que si les différentes associations étudiantes locales développent cette même culture.

Hors, c'est uniquement par la formation et par le débat d'idée que nous réussirons à repolitiser nos associations étudiantes locales. Pour nous, une des grandes pistes de solution consiste à tenter de ne pas insister sur les revendications de l'ASSÉ, mais bien de mettre davantage l'accent sur les principes derrière ces revendications. C'est le projet social défendu par l'ASSÉ qui fait la force de cette organisation. En ayant davantage des discussions idéologique sur ce projet social, et moins de discussions stratégiques sur la meilleure revendication à adopter pour percer dans l'opinion publique, nous serons à même de réellement retrouver une culture de débat au sein de l'ASSÉ.

Bref, en redonnant une place prédominante aux assemblées générales, et en utilisant ces instances centrales à la vie démocratique au sein du mouvement étudiant pour mener de véritables débats idéologiques, les associations étudiantes locales pourront réellement se réappropriier les congrès et les plans d'actions de l'ASSÉ. Il ne faut surtout pas oublier que les structures sont déjà en place pour que la base militante se réapproprie l'ASSÉ, et qu'il n'en tien qu'à nous de le faire!

Sont signataires de ce texte:

Alexandre Antaki, étudiant au Cégep Bois-de-Boulogne

Dominique Bordelean, étudiante au Cégep du Vieux-Montréal

Fanny Lavigne, étudiante au Cégep Marie-Victorin

Gabrielle Desrosiers, étudiante à l'Université du Québec à Montréal

Keena Grégoire, étudiant au Cégep Bois-de-Boulogne

Quoi faire ? ou mener efficacement la lutte contre une nouvelle hausse des frais

Avec l'annonce imminente d'un nouveau dégel des frais de scolarité qui serait catastrophique pour les étudiantes et étudiants, il est primordial de réfléchir à la manière d'orchestrer notre lutte. Plusieurs questions doivent être posées; notamment celles concernant les revendications, les moyens d'action et l'établissement d'un calendrier réaliste. Nous devons également questionner notre rapport avec les médias dans cette lutte et notre structure interne.

Notre contribution à la réflexion portera davantage sur les actions que nous devrions poser dès maintenant avant d'en arriver à enclencher la grève générale. Plus précisément, l'objectif du texte est de soumettre une proposition de plan d'action ainsi qu'une réflexion concernant les structures, les affiliations et l'élargissement du syndicalisme de combat sur tout le territoire de la province.

Nos propositions s'orchestrent dans la perspective d'une grève générale illimitée (GGI) qui aurait lieu à l'hiver 2012. L'hiver 2012 nous semble être le meilleur moment, puisque nous disposerons d'un délai suffisant pour la mise sur pied d'un plan d'action réfléchi et solide. Évidemment, il fallait faire un choix pour proposer un plan d'action cohérent et l'hiver 2012 nous semble la meilleure avenue. En plus, nous sommes d'avis qu'une grève à l'automne prive la potentielle mobilisation de la session d'automne et que cette période est nécessaire à l'établissement d'un rapport de force et inclure les nouveaux étudiants et les nouvelles étudiantes dans le projet. Cela dit, il est clair qu'il faut rester conscients et conscientes que nous devons adapter nos stratégies en fonctions de la conjoncture sociale et politique. Il faut donc considérer que de changements majeurs pourraient s'avérer nécessaires. Nous proposons un plan d'action qui tient compte du contexte actuel. Ainsi, si par exemple, le gouvernement annonçait dès maintenant une hausse qui visait à rejoindre la moyenne canadienne, il faudrait sans

doute précipiter nos actions.

Avant le conflit – hiver 2011

La première étape est de se préparer pour ce conflit. Il nous faut donc faire de bons choix stratégiques pour éviter la défaite. Notre plan culminerait à une grève à l'hiver 2012, la période précédant le conflit comprendrait les sessions d'hiver et d'automne 2011.

Les affiliations comme premier acte de la coalition

À notre avis, il faut que les associations étudiantes sympathisantes de l'ASSÉ envisagent de rejoindre l'organisation du mouvement de grève, et donc de devenir membre de l'ASSÉ, même si cela est temporaire ou ponctuel. Bien que toutes les affiliations soient temporaires au final, il faut miser sur l'organisation de la résistance étudiante en vue du prochain dégel. L'AFÉA-UQAM vient tout juste de joindre l'ASSÉ sur ce principe et montre selon nous le chemin aux autres associations étudiantes. Le concept consiste à mener ces affiliations dans une perspective d'escalade des moyens de pression. Il s'agit d'affirmer l'importance de préparer la lutte contre le prochain dégel, d'avoir notre mot à dire pour la préparation du mouvement, et de voir comment se déroule cette « alliance » afin de réévaluer la pertinence de l'affiliation. Il faut quitter la sphère des idées, des intentions et des apparences pour rejoindre celle de l'action et de la participation. Il ne faut pas attendre la tempête pour choisir le meilleur abri, mais en construire un tant qu'il est encore temps.

La création d'une coalition à l'hiver 2005, a créé un précédent et de nombreuses associations étudiantes s'attendent et espèrent que l'ASSÉ le fasse à nouveau. Si la mobilisation contre la hausse des frais de scolarité devait se rendre à une grève générale illimitée et si les associations étudiantes membres de l'ASSÉ décident de retenter l'expérience d'une coalition, il faut s'assurer de ne pas répéter les erreurs de 2007. Nous ne disons pas qu'une coalition est absolument nécessaire, simplement que si l'ASSÉ décide d'ouvrir ses structures elle doit le faire

sérieusement, sans mettre des barrières aussi restrictives qu'une affiliation.

Proposition structurelle :

Que l'ASSÉ appelle à des affiliations comme moyen de pression en vue d'organiser la défense du droit à l'éducation sur des bases démocratiques et combatives

À quelques jours de la manifestation du 6 décembre et de l'appel à la perturbation du sommet, il faut faire un bilan de la situation.

Les votes de grève tenus pour la manifestation du 6 décembre ne sont pas encourageants sur tous les campus. En effet, plusieurs associations membres de l'ASSÉ n'ont pas réussi à organiser un débrayage pour la journée de perturbation. Quelles sont les raisons de cet échec? Un manque de préparation? Un manque de mobilisation? Un manque de discours cohérent pour bien articuler les revendications et justifier l'importance de la grève? Difficile à dire de notre point de vue, car nous ne sommes pas allés sur ce terrain. En ce sens, nous soutenons les récents appels à la production de bilans par les associations ayant subi des revers ou des difficultés en cours de route, il est extrêmement important en ce contexte de crise de pouvoir compter sur une lecture juste et réaliste de la situation sur l'ensemble des campus et ainsi éviter les lectures joviastes de la situation. Tout commentaire sur l'état de la situation dans les campus doit être basé sur des faits et des observations tangibles et illustrant une tendance représentative du réel.

Mentionnons un élément concordant dans les trois cégeps membres n'ayant pas obtenu le vote de grève positif. Dans les trois cas, il y a une forte concentration de membres issus du secteur technique. Est-ce que cela peut être un facteur explicatif? Est-ce que la population étudiante en technique est moins concernée que les autres par les hausses de frais à l'université? Est-ce que l'on met trop d'attentes sur le secteur des sciences humaines? C'est pourquoi il est primordial de développer un discours plus large que les seuls impacts du dégel. Il faut parler du principe d'accessibilité, du futur coût des études pour leurs

enfants, du potentiel retour aux études ou d'une poursuite de celles-ci à l'université (comme pour les infirmières par exemple) pour les gens en technique pour pousser davantage leur éducation. Il faut donc trouver une façon d'adapter le discours, surtout pour percer dans les cégeps en région qui offrent davantage de programmes techniques. Quoi qu'il en soit, le discours de l'ASSÉ doit rester accessible, cohérent et cibler la totalité des sous-ensembles formant l'ensemble de nos membres; n'oublions pas que certaines associations comprennent aussi le secteur de la formation continue. Il faut donc trouver une façon d'adapter notre discours et cesser de remplir de chiffres le crâne des gens. De toute façon, l'école joue déjà ce rôle-là. Il est donc nécessaire que notre matériel d'information s'adapte à cette réalité et qu'il ne compose pas un exposé théorique et économique.

L'action du 23 novembre, bien qu'intéressante, montre bien les limites de la coalition opposée à la tarification. Le projet de grève sociale étant tombé à l'eau, et avec la création de l'alliance sociale, les perspectives pour la coalition s'essoufflent. Après une année, la coalition en est déjà à se répéter dans ces actions, et la contestation populaire du dernier budget est réduite. Donc bien que l'action était intéressante, qu'il y eut une participation surprenante, les perspectives politiques pour faire reculer le gouvernement sont pratiquement nulles. Ainsi, selon nous, le travail de la coalition doit s'articuler autour du rôle de chien de garde du prochain budget en plus de porter son discours dans les médias.

La journée de réflexion sur l'avenir des universités, tenue le 25 novembre, n'a pas attiré les foules. Nous mettons en doute la stratégie derrière la tenue de votes de grève entourant cette journée. Nous souhaitons plutôt faire réaliser que pour bâtir un mouvement étudiant fort et combatif, il faut prioriser les tâches concrètes d'information, de mobilisation et de réflexion sur le terrain. Le fait de tenir des ateliers de réflexion est, certes, fort pertinent. À titre d'exemple, dans le cadre d'une semaine de grève,

il est intéressant selon nous de tenir ce genre d'événements. Cependant, faire la grève pour cet événement est, d'un point de vue stratégique, complètement inutile. Cette journée de réflexion aurait tout aussi bien pu se tenir sans que l'on adopte une journée de grève. Nous croyons que lorsque nous choisissons de débrayer ponctuellement, il faut que ce soit dans le but de participer à des actions de masse, favorisant la création d'un rapport de force. Nous croyons que la difficulté à établir la pertinence de tenir cette journée de grève, à ce moment de l'année à pu jouer dans la tenue de journées de grève pour quelques étudiant-e-s, dans quelques votes particulièrement serrés.

Maintenant que fait-on comme plan d'action à l'hiver prochain? Différentes propositions ont été diffusées dans le cahier de congrès, notamment la tenue de deux jours de grève et la question de la manifestation avec l'alliance sociale. Il manque en ce moment d'information pour nous positionner sur ces propositions, car aucun texte n'est paru dans le cahier pour en expliquer l'intention, nous avons tout de même tenté de faire quelques propositions qui semblent essentielles pour construire notre mouvement.

Proposition plan d'action :

Que l'ASSÉ priorise l'organisation d'action sur ces propres bases et que la coalition contre la hausse des tarifs servn davantage à maintenir et développer un discours plus large sur le budget.

Que l'ASSÉ fasse part de cette décision à ses alliés regroupés à la coalition et qu'elle poursuive sa participation aux actions de la coalition dans la mesure des capacités de ses associations membres, mais organise prioritairement la lutte au dégel des frais de scolarité.

Que l'ASSÉ lance un appel à la solidarité auprès de la coalition afin qu'elle appuie sa lutte contre le dégel.

Que les associations étudiantes locales membres soient appelées à contacter les autres associations étudiantes du Québec dans l'objectif d'avoir une participation massive lors

du congrès annuel et que ce dernier s'organise sur trois jours.

Que l'ASSÉ organise une manifestation nationale lors de la rencontre bilan des rencontres collégiale du gouvernement au printemps prochain

Que l'ASSÉ utilise cette manifestation pour lancer un message clair au gouvernement et laisser planer la menace d'une GGI.

Qu'une tournée nationale de toutes les régions du Québec soit organisée lors de la session H2011 pour tenter de rallier les associations autour de l'ASSÉ pour la lutte contre le dégel.

Selon nous, il serait intéressant qu'au cours de nos actions, les associations fassent preuve d'originalité et d'innovation. En d'autres mots, éviter l'Assemblée nationale, le centre de commerce international de Montréal, le bureau de Jean-Charest et les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal. Ce sont des cibles, mais pas les seules! Les mesures du budget et la hausse des frais de scolarité annoncée ont des impacts à tous les jours sur la population, alors il faut que les députés rapportent du travail à la maison eux aussi! Il ne s'agit pas ici de lancer des débats sur quelles actions nous devons entreprendre, mais bien de lancer quelques idées qui pourraient être reprises en temps et lieu.

De plus, il nous apparaît primordial d'organiser des actions aussi à l'extérieur des grands centres urbains et aller dans les régions que nous ne visitons pas souvent. Occupation de bureau de député, cibles pertinentes; les possibilités sont infinies. Organiser de petites manifestations à proximité de cégep en région pour aller massivement informer la population étudiante serait également pertinent.

Le conflit – Automne 2011 et hiver 2012

Malgré les deux affiliations récentes, l'ASSÉ n'est malheureusement pas encore assez forte pour espérer débiter une lutte sans l'appui d'autres associations. La création d'une coalition apparaît donc nécessaire, surtout dans une perspective géographique où il faudra sortir de la région montréalaise et des gros centres urbains pour

mener à terme notre lutte. Mais notre réflexion ne portera pas essentiellement sur la manière d'organiser une coalition. Peut-être mentionner qu'il nous apparaît nécessaire que les associations étudiantes souhaitant être membre de la coalition doivent minimalement être en grève, dans tous les cas. Les débats quant à cette « chose » devraient, selon nous, s'orienter sur le travail de mobilisation face au dégel afin d'éviter la spéculation politique sur des structures imaginaires.

Mais au-delà de cette question sur la coalition, le gros problème auquel nous sommes confrontés est la grande présence d'associations membres des fédérations étudiantes à l'extérieur des grands centres urbains. En fait, depuis la grève de 2005, l'ASSÉ a vu ses effectifs doubler et la FECQ a réussi aussi à l'augmenter. Les cégeps indépendants se raréfient et il faudrait réfléchir à notre stratégie à l'égard des fédérations étudiantes. Du côté de la FEUQ, nous avons très peu à espérer et les grosses associations qui la composent rendent nos liens peu probables. Par contre, les alliances sont beaucoup plus probables avec les associations modulaires qui les composent. Quant à la FECQ, si nous voulons bâtir des liens dans les cégeps à l'extérieur de Montréal il faudra rallier dans nos rangs des associations collégiales membres de la fédération quitte à envisager la double affiliation dans certains cas. Il ne faut pas oublier que malgré les différences entre l'ASSÉ et la FECQ, certaines associations membres de la FECQ partagent plusieurs positions avec l'ASSÉ. La TACEQ est une nouvelle actrice en quête de reconnaissance dans le mouvement. Même si pour l'instant certaines alliances sont possibles avec cette association, notamment autour de la TPU, il faut être prudent. Quoique leur mode de fonctionnement est très différent de la FEUQ, il faut se rappeler que ces dernières en sont toutes issues et que nous pouvons reprendre en grande partie les critiques structurelles et idéologiques faites à l'endroit de la FEUQ. Il faut quant à nous rester critique face à l'organisation sans pour autant négliger la possibilité de travailler de pair avec celle-ci.

Il nous apparaît important de tenter de réunir plus que notre seule organisation et de tâter le terrain afin de voir comment les autres organisations envisagent la lutte, et ce, malgré nos divergences organisationnelles. Toutefois le fonctionnement démocratique et la combativité ne devraient pas être les victimes d'un rapprochement avec d'autres organisations. Pourquoi ne pas organiser une rencontre large, simplement pour parler et discuter avec les associations locales? Tenter d'enlever les barrières des organisations nationales et rencontrer la base militante des autres organisations.

Proposition structurelle :

Que l'ASSÉ appelle à une grande rencontre. Que toutes les associations étudiantes du Québec y soient invitées dans le but de discuter de l'avancement du travail sur le terrain et de créer des liens.

Maintenant, il faut aussi poursuivre l'escalade des moyens de pression. C'est pourquoi il nous apparaît important, contrairement à 2007, d'organiser une grosse manifestation baromètre dans le but d'observer l'état de la mobilisation sur nos campus. Cette manifestation aurait comme objectif de signifier au gouvernement notre intérêt à lancer une campagne de grève générale illimitée et constituerait en quelques sortes un avertissement ultime, une manifestation de la dernière chance.

Proposition plan d'action :

Que soit organisée une manifestation importante lors de la session automne 2011.

Après le conflit – Automne 2012

Suite à ce conflit, qu'il soit victorieux ou non, l'ASSÉ devra assurément se questionner sur son organisation. Si le règlement du conflit n'est pas à l'avantage des étudiantes et des étudiants, quel sera l'avenir pour l'ASSÉ? Pourquoi le syndicalisme de combat n'a-t-il pas été en mesure de renverser la vapeur? En cas de victoire, comment envisager le futur? Comment améliorer notre efficacité? Si l'on se fit à 2005, l'ASSÉ avait pratiquement doublé ses effectifs suite de la

grève. Alors, comment gérer la situation avec de potentiels nouveaux membres? Depuis plusieurs années, nous militons en faveur d'un Congrès d'orientation à l'ASSÉ. Cependant, dans un contexte de hausse des frais imminente, l'heure est au débat sur nos moyens d'action plutôt qu'aux débats organisationnels. Attention, il ne faut pas croire que nous minimisons l'importance d'un Congrès d'orientation. Au contraire nous croyons nécessaire qu'il soit reporté pour que les débats organisationnels ne soient pas bâclés au détriment de débat politiques. Les structures de l'ASSÉ, bien qu'imparfaites, sont toujours fonctionnelles et nous permettent de mener efficacement des luttes. C'est pourquoi nous proposons :

Proposition structurelle :

Considérant que dans une perspective d'escalade des moyens de pression, l'ASSÉ devrait concentrer ses efforts dans l'organisation du mouvement.

Considérant que le congrès d'orientation prévu pour juin 2010 n'est pas optimal pour favoriser une participation importante des militantes et militants de l'ASSÉ.

Que l'ASSÉ reporte son congrès d'orientation de juin 2010 à la suite de la lutte contre la hausse des frais.

À moins d'une nouvelle attaque importante en éducation, l'ASSÉ devrait prendre le temps de réfléchir sur ses grandes orientations et ses structures suite à la campagne contre les hausses des frais de scolarité.

Proposition plan d'action :

Que le plan d'action de l'ASSÉ soit de faire le suivi des promesses gouvernementales.

DANGER : Élection piège à con

Un phénomène hors de notre contrôle peut survenir dans cette période. En fait, le Québec pourrait entrer en période d'élection générale. Si le gouvernement les déclenche après quatre ans, cela nous mène au 8 décembre 2012, donc un peu après le mouvement de grève projeté. Il est donc important de bâtir notre discours et nos actions à l'extérieur du cadre des parties

politiques pour éviter une soit une récupération du mouvement et pour freiner la volonté de personne d'attendre les prochaines élections avant d'enclencher un mouvement de grève et de voter pour « les bons candidats et les bonnes candidates ». Il nous semble extrêmement important de souligner la divergence, à nos yeux fondamentale et irréconciliable, entre les intérêts de l'ASSÉ, et par extension des étudiants et étudiantes du Québec et ceux d'un quelconque parti politique. Il faut rester conscient que la conjoncture politique québécoise aura une influence sur notre mouvement. Cependant, il sera impératif que l'ASSÉ ne base pas strictement son discours sur cette conjoncture. Au-delà de celle-ci, une nouvelle hausse des frais de scolarité aura un impact catastrophique pour la population étudiante. Notre rôle est de la stopper, pas de demander à un parti politique de le faire pour nous.

Ont participé à la rédaction de ce texte :

Alex Desrochers, étudiant en géographie à UQAM, ancien étudiant Sherbrooke.

Jean-Michel Thériault, étudiant en histoire à l'UQAM, ancien étudiant de Bois-de-Boulogne.

Rémi Daigle, étudiant en géographie à UQAM, ancien étudiant de FX-Garneau.

Alex Bourdon-Charest, étudiant en sociologie à l'UQAM, ancien étudiant de Lionnel-

Bases préliminaires pour une grève générale illimitée victorieuse

« [Le syndicalisme étudiant de combat] implique, d'une part, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout leur donner l'espace pour mener à des prises de décisions. L'assemblée générale est par excellence cet espace de démocratie syndicale. »

- Présentation de l'ASSÉ sur son site.

INTRODUCTION

Le mouvement étudiant est une fois de plus à la croisée des chemins. Rares sont les budgets gouvernementaux qui ont sévi aussi violemment contre la population que le budget Bachand. Jamais une hausse des frais de scolarité n'a atteint l'importance des scénarios présentement sur la table. La solution de la droite aux crises économiques, on la connaît trop bien: c'est de nous la faire payer, celle-ci comme les autres, pendant que les responsables s'en mettent plein les poches. Nous sommes sur le point de céder, de perdre ce que nous avons intérêt à préserver, c'est-à-dire les gains historiques d'un mouvement étudiant dont les sacrifices passés imposent aujourd'hui une reconnaissance. À une attaque gouvernementale aussi brutale, nous devons absolument répondre par un mouvement capable de rendre les coups. Ne soyons pas naïfs, la politique n'est qu'une histoire de rapports de force et jusqu'à maintenant, rien n'indique que nous remporterons cette lutte. Pourtant, seule la victoire est envisageable; l'échec de cette grève signerait la fin de l'accessibilité aux études et placerait le syndicalisme étudiant sur le respirateur artificiel pour plusieurs années. Notre tâche est colossale : construire un mouvement des plus forts dans un contexte politique des plus défavorables. Le récent refus de la grève dans certaines associations membres de l'ASSÉ est un signe de la charge de travail monumentale qui reste à accomplir, une responsabilité qui incombe à toutes et à tous. Les questions d'ordre stratégiques, difficiles à résoudre, doivent se

poser dès maintenant et c'est ce que nous tentons d'amorcer ici.

C'est lorsqu'il est combatif, démocratique et indépendant de l'État que le mouvement étudiant est capable de grandes choses. Parce qu'il tire sa force d'une participation active et massive, il doit se démarquer par des assemblées générales vivantes, et c'est pour se distancer de la politiciaillerie qu'il doit s'affranchir de toutes les institutions associées au pouvoir traditionnel. Face aux gouvernements invariablement au service de l'élite économique, notre stratégie politique doit être aussi agressive et contraignante que possible. Toute forme de lobbying et de négociation n'est qu'une mise en scène de notre faiblesse si elle n'est pas justifiée par la présence d'un rapport de force significatif provenant de la base étudiante mobilisée.

Nous savons que notre mouvement fait face à des conflits internes pour la plupart refoulés. Les occulter en faisant fi de les résoudre est la pire solution. L'urgence de la situation nous force à diffuser le résultat de nos réflexions actuelles mais notre propos est appelé à s'enrichir au rythme du mouvement en marche. En distribuant massivement ce texte, nous espérons ouvrir un débat venu de la rue, car nous refusons catégoriquement les délibérations cantonnées dans les hautes sphères du milieu étudiant, et de surcroît privées.

DANS LE COIN DROIT : LA FECQ-FEUQ

Depuis les années 1980, les syndicats ont été le théâtre d'un important virage idéologique. La combativité des années 1970 a laissé place à un rapprochement avec les cercles du pouvoir. De plus en plus bureaucratisés et éloignés des travailleuses et des travailleurs, ils ne parviennent plus à générer le moindre gain et à défendre leurs membres, assumant, comme au temps des syndicats catholiques, un rôle d'intermédiaire entre les frustrations légitimes des employé-e-s et les ambitions patronales. Les Fédérations étudiantes (FECQ-FEUQ) sont l'expression flagrante de cette situation.

Les Fédérations étudiantes ne sont pas

démocratiques: le pouvoir est concentré entre les mains d'exécutifs salariés et pour plusieurs carriéristes et manipulateurs. Pour eux, dans la realpolitik étudiante, tout est permis. Rappelons-nous les nombreuses procédures illégales employées l'année dernière par des dizaines de feuquistes et fecquistes venus noyauter une assemblée générale afin d'y destituer les exécutants de l'Association étudiante de la TÉLUQ et de la faire affilier à la FEUQ - manœuvres ultérieurement invalidées par une entente judiciaire. N'oublions pas non plus ces nombreux membres de l'exécutif qui, après leurs mandats, sont embauchés dans les partis politiques et les administrations universitaires procédant aux coupures. À titre d'exemple, André Boisclair, ancien chef du PQ, fut président de la Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec (ancêtre de la FECQ) en 1984 et 1985, tandis que François Rebello, vice-président du PQ de 2005 à 2009, présida la FEUQ de 1994 à 1996.

La FECQ-FEUQ privilégie une stratégie de lobbying, de concertation avec le pouvoir. C'est d'ailleurs dans un contexte de démobilitation généralisée, alors que les frais de scolarité venaient d'exploser pour une première fois en plus de trente ans, que ces organisations se sont consolidées au début des années 1990. Depuis, elles ont contribué systématiquement à la dégradation de nos conditions. En 1996, après avoir refusé de participer au mouvement de grève en cours, la FEUQ négociait avec le gouvernement une hausse très importante des frais de scolarité pour les étudiantes et étudiants de l'étranger. De son côté, la FECQ, elle, proposait de trouver l'argent pour le gel en coupant dans les conventions collectives des professeur-e-s. Toutes deux, dans le jeu de la négociation, avaient accepté «d'échanger» le gel des frais contre la taxe à l'échec pour mettre fin à la grève. En 2001, contrairement aux autres mouvements sociaux, la FECQ-FEUQ refusait de s'opposer à la Zone de libre-échange des Amériques. Pire, en 2005, elle appuyait la grève deux longues semaines après son déclenchement pour finalement entériner sans mandat une

entente à rabais qui fut rejetée ensuite par la majorité des grévistes. Le mal était fait, l'un des mouvements de grève les plus imposants des dernières années venait d'être freiné.

Aujourd'hui encore, les Fédérations étudiantes légitimement, en y participant, la Rencontre des partenaires en éducation. Malgré notre précarité toujours grandissante, elles y négocient à la baisse nos conditions d'études. Soyons clairs : les stratégies de la FECQ-FEUQ sont nuisibles. Et parce qu'elles sont de véritables machines bureaucratiques, quiconque tente de modifier leurs pratiques de l'intérieur se bute inmanquablement à un mur.

GRANDEUR ET MISÈRE DE L'ASSÉ

Face aux Fédérations, il existe une organisation syndicale qui, officiellement du moins, a conservé comme stratégie le syndicalisme de combat. Nous présenterons d'abord une des thèses centrales de notre texte, selon laquelle l'ASSÉ portait en elle les germes de sa propre dégénérescence dès ses débuts. Tout mouvement social, même critique, porte en son sein des éléments de progrès, ainsi que les contradictions qui lui seront fatales tôt ou tard. Afin de ne pas provoquer une rupture dialectique dangereuse, qui verse souvent dans la morale et le dogmatisme, seule une analyse historique débouchant sur une théorie juste mettra en lumière le chemin par lequel l'ASSÉ en est arrivée là.

Né en 1995, le MDE est l'ancêtre de l'ASSÉ. Il a été à l'origine de la grève générale illimitée de 1996, alors que le gouvernement péquiste nous annonçait le déficit zéro et refusait parallèlement de promettre le gel des frais de scolarité. S'en est suivi une lutte épique de plusieurs semaines, pendant laquelle se sont multipliées les manifestations et les occupations. Après cette grève, le MDE (seule organisation d'alors offrant une alternative à la FECQ-FEUQ) n'a jamais réussi à gonfler ses rangs, ayant notamment un grave problème d'image. Jusqu'à sa mort, il fut dépeint comme une association marginalisée, reconnue pour ses actions d'éclat spontanées, ses

principes sans compromis (l'autogestion, le salariat étudiant, etc.), ses nombreuses confrontations avec les chefs des Fédérations et ses manifestations aux trajets improvisés qui se terminaient toujours par des arrestations. La mort de cette organisation, qui fait suite à une tentative de grève offensive sans avenir en 1999, a généré des réflexions pour éviter de répéter les mêmes erreurs. C'est alors que des individus ont pris l'initiative de construire une nouvelle association sur des bases solides, plus syndicales, structurées et stratégiques. L'ASSÉ naît de ce processus.

Un texte fondateur de l'ASSÉ, derrière lequel se sont regroupées les premières associations membres en 2001, critique le MDE en affirmant qu'une vision affinitaire, basée sur l'influence de groupes politiques restreints, avait pris le dessus. En deuxième analyse, la volonté était de construire une nouvelle association nationale en favorisant l'intégration des régions, puisque le MDE était cantonné à Montréal. En fait, le but de l'exercice était de fonder une organisation de masse qui serait capable de devenir à terme la nouvelle ANEEQ et cela, le plus rapidement possible. La formation de l'ASSÉ semble ainsi se faire sur des fondements démocratiques, car on voulait grossir sa base, même géographiquement, et exclure de facto toute possibilité de contrôle d'une minorité agissante. Paradoxalement, la pensée de la nouvelle ASSÉ a été le fruit d'une minorité agissante. Mais pour ses théoriciens, la démocratie est une chose centralisée. En basant leur projet sur l'adhésion des associations régionales dont la démocratie est superficielle, voire nulle, plutôt que de faire un travail sur le terrain, ils ont pu bâtir l'ASSÉ illico et balayer sous le tapis toutes les contradictions qu'impliquait leur démarche. Leur prétention est devenue un leitmotiv sans base.

Notre intention n'est pas de remettre en question la pertinence de l'ASSÉ. À ce titre, nous remercions ceux et celles qui ont travaillé de bon cœur à la construire. Il fallait bien une minorité agissante pour nous sortir de la merde. Toutefois, les gens sont au départ inconscients de la portée

de leurs gestes et les conséquences qui s'en suivent les dépassent.

Qu'on se le dise. Ce que nous enseigne l'histoire du mouvement étudiant, c'est le caractère incontournable des structures syndicales locales et nationales. D'une part, elles portent une mémoire tactique et un ensemble de revendications clairement définies à travers les années. D'autre part, elles rassemblent une base constituée de membres, avec des moyens pratiques et financiers. Néanmoins, ces deux aspects ne sont efficaces que combinés à une stratégie conséquente : celle d'une mobilisation massive qui fait de réelles pressions sur l'État. L'ASSÉ est le seul syndicat national permettant l'organisation sur ces bases, dont les principes sont ancrés dans une histoire de lutte démocratique et combative. Ceux-ci ont permis les plus grandes mobilisations et les gains les plus importants.

Malgré des principes forts et un ancrage historique réel, une séparation entre l'organisation et les membres s'opère de plus en plus à l'ASSÉ. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène, à commencer par le centralisme démocratique. À l'ASSÉ, les délégué-e-s sont élu-e-s dans les assemblées générales locales pour ensuite se réunir en congrès afin de coordonner les mandats et les stratégies. Sur papier, ce système fonctionne, mais en pratique, la santé des démocraties locales est si faible, si apathique que c'est tout le mouvement qui en souffre. Cette séparation entre la base et les délégations s'intensifie de telle sorte que ces dernières finissent par diriger la lutte, contrôlent l'organisation via leur poste ou leur pouvoir symbolique. Ce simulacre s'explique par l'accent mis sur le discours pro-démocratique, celui-ci faisant face à la dure réalité des associations locales qui en sont exemptes. Ce phénomène est aggravé par l'occultation volontaire du problème puisque l'ASSÉ ne veut pas intervenir contre ses délégué-e-s d'associations locales qui improvisent sans mandat la marche à suivre. C'est ainsi qu'une minorité peut, plus que jamais, prendre le contrôle d'une association. Plus les organisations

sont grosses, plus il devient possible qu'une clique la contrôle. Nous reviendrons sur ce sujet plus loin.

La culture d'organisation qui s'impose avec un centralisme démocratique aussi malade est méconnue. Rapidement, nous en citerons quelques exemples : on privilégie l'implication dans les exécutifs au détriment de celle dans des comités de mobilisation (ce qui équivaut à créer deux statuts de militantes et de militants), on contrôle l'information au centre, on tend à développer une division du travail poussée qui empêche la base militante d'avoir une vision d'ensemble, on délaisse la mobilisation de terrain et on multiplie les collaborations, on voit le pouvoir des associations universitaires prendre des proportions inquiétantes parce qu'elles jouent le rôle des intellectuels dans le mouvement, on réinterprète les mandats et révisé l'histoire, on balaie toute radicalité implicitement pour plaire à tout le monde, on bureaucratise les activités, on passe nos journées au téléphone ou sur Internet, la quantité passe avant la qualité, etc. En ce sens, les difficultés que vit actuellement l'ASSÉ tirent paradoxalement leur origine dans la force organisationnelle qui lui a permis de dépasser les contradictions qui ont provoqué la chute du MDE. La séparation entre l'organisation et la base s'est réalisée graduellement et c'est cette évolution que nous tentons ici d'expliquer.

LA GRÈVE SPECTACLE

La grève de 2005 est la dernière lutte d'envergure du mouvement étudiant. Au niveau quantitatif, elle dépasse toutes les grèves étudiantes québécoises qui l'ont précédé, que ce soit au niveau du nombre de personnes en grève ou de la durée de celle-ci. De ce fait, elle marque un point de référence pour la génération actuelle des militantes et militants, autant au niveau de l'imaginaire de la lutte que sur les questions stratégiques. Plusieurs des dynamiques actuelles du mouvement en sont tributaires.

La grève a été bien préparée. Par exemple, la formation préalable de la CASSÉÉ a répondu aux exigences du moment, à commencer par celle

de donner une voix aux associations indépendantes mobilisées qui refusait de se faire diriger par les fédérations. Une association comme le Vieux Montréal a fait une réelle escalade des moyens de pression grâce à l'action concertée de ses militantes et militants au sein d'un comité de mobilisation puissant.

Malgré une bonne préparation (sauf en ce qui concerne les revendications), ce qui frappe de la grève de 2005, c'est l'opposition entre son importance quantitative et sa petitesse qualitative. Dès le début, les cégeps les plus mobilisés ont peiné à réunir 1 ou 2 % de leur population étudiante sur les piquets de grève. Par rapport à 1996, où près de 10% des populations étudiantes du triangle magique (Vieux Montréal, Maisonneuve et St-Laurent) se sont présentées sur les piquets la première journée, la performance est lamentable! Aussi, les actions de perturbation ont été rares et ont regroupé peu de gens, lesquels furent stigmatisés en tant que faction pro-violence, même au sein de la CASSÉÉ.

À la CASSÉÉ, deux visions stratégiques s'affrontèrent rapidement; le syndicalisme de combat d'une part et la guerre de l'opinion publique d'autre part. Les forces plus traditionnelles de l'ASSÉ qui défendaient une perspective sans compromis d'un côté et de l'autre, un paquet d'associations qui n'organisaient presque rien et qui critiquaient les initiatives combatives. La tendance traditionnelle n'a pas eu le dessus. En absence de radicalité et d'actions perturbatrices solides, la lutte médiatique a pris le dessus peu à peu. Combien de temps avons-nous perdu à s'obstiner pour maintenir notre belle image au lieu d'œuvrer à la construction d'un rapport de force?

La grève spectacle a eu ses symboles, le carré rouge, mais aussi un autre très important qui s'est imposé insidieusement, le nombre 103. L'un donnait l'impression que la population étudiante participait massivement à la lutte, alors qu'elle ne faisait qu'en porter l'image (un peu comme un punk arbore des Dr Marten), et l'autre, le 103, représentait ce qu'il y avait de plus vil dans cette

grève, à savoir sa vision économiste sans lendemain. On le sait: les symboles ont tendance à cloisonner les individus à des cercles homogènes et, pire, à vider de leur contenu les mouvements. C'est attribuable au fait que les sympathisants négligent la lutte politique en priorisant la satisfaction de leurs besoins affectifs immédiats. Un symbole utilisé dans un mouvement de masse, contrairement à un bon mot d'ordre, est la manifestation de sa stagnation politique, de son aliénation.

L'apogée de ce phénomène a été la participation de Xavier Lafrance, le porte-parole de la CASSÉÉ, à l'émission Tout le monde en parle, émission où était également invité le chef de la FEUQ. À cette occasion, la CASSÉÉ a été ridiculisée par Guy A Lepage, lequel revenait constamment sur une fausse information selon laquelle les militant-e-s de la CASSÉÉ aurait déféquer dans un bureau du Ministère de l'éducation quelques jours plus tôt. Cela a été un coup dur porté à la CASSÉÉ, qui s'engouffrait dans le jeu des médias.

En définitive, la grève de 2005 a été celle qui a rassemblé le plus de grévistes. Nombreuses associations traditionnellement réfractaires à la grève ont emboîté le pas. Ce fût aussi la plus longue grève de l'histoire étudiante du Québec. Toutefois, ce fût aussi une grève où les gains furent beaucoup moins importants que la majorité des précédentes. Nous croyons que cela peut s'attribuer largement au fait que la grève de 2005 fût avant tout une grève du respect de l'ordre, une grève d'image.

UNE RADICALISATION SANS BASE

La tentative échouée de grève générale illimitée en 2007 a été la conséquence à la fois du contexte social rétrograde et d'une fausse impression de radicalisme issue de la grève spectacle. La grève de l'image s'est renversée en son contraire, l'image d'une grève. Mais cette histoire est surtout la preuve que même une organisation de masse peut être à la merci de petits groupes restreints et cela, malgré ses prétentions démocratiques.

L'ASSÉ présentant dans la pratique

d'importantes failles démocratiques, des militants et militantes lancés dans un élan maximaliste ont tenté d'orienter la stratégie de grève sur la gratuité scolaire. L'entente à rabais de 2005 les avait laissés sur leur faim. La grève restait à finir. Arguant que leur travail politique était en continuité avec des mandats d'assemblées générales antérieures - d'ailleurs très peu peuplées - des AG ont été organisées dans des associations locales, certaines sans mandat préalable. Cependant, le gouvernement venait d'annoncer un dégel et rendait ainsi la stratégie antérieure inadéquate. Mais il y avait déjà un plan sur la table; une campagne politique sur deux ans, une grève offensive en automne, etc... Plutôt que de prendre un recul nécessaire, le plan ayant la gratuité scolaire comme finalité a été apposé à une conjoncture défavorable. Et ce fut la débâcle...

Contrairement à ce qui a été avancé après coup, le problème d'organisation n'explique pas les racines du problème. Bien qu'il y a eu un nombre effarant d'erreurs, c'est le centralisme démocratique qui a lui-même produit une telle possibilité. Les troubles d'organisation sont encore la conséquence d'un manque d'analyse et d'un manque de jugement des militantes et militants de l'ASSÉ quant à l'adhésion de la population étudiante à leur projet. Le maintien de la stratégie au moment de sa chute est un signe d'un manque de dialectique entre les exécutifs et les étudiant-e-s en général. Le peu de matériel préparé avant le début de la campagne en septembre constitue un autre indice de la bulle spéculative du militantisme étudiant d'alors. À la place, les organisateurs ont passé leur été à faire de longues réunions en vase clos et sans mandat sur les points de détails d'une éventuelle coalition qui n'aura jamais existé. En dernière analyse, on a essayé de gérer d'en haut un mouvement encore virtuel. Dans ce cadre fantasmagique, la multiplication des campagnes d'affiliation comme stratégie d'élargissement de la base relevait de la pensée magique, accordant un pouvoir surnaturel aux structures organisationnelles.

LA DÉMOBILISATION GÉNÉRALISÉE

L'absence de bilan après 2007 a généré deux phénomènes parallèles : d'une part, par épuisement et en perte de sens, plusieurs maximalistes ont déserté la lutte, laissant derrière eux une relève échaudée par l'échec; d'autre part les réformistes ont récupéré l'ASSÉ pour l'aligner sur une vision pragmatique de la lutte. Ainsi donc, l'ASSÉ a adopté une formule de rechange quant à son discours et son image. On a remplacé la stratégie offensive (pour l'obtention immédiate de la gratuité scolaire) par une approche défensive (étape par étape et contre la hausse). On a également concentré ses efforts autour d'une présence accrue dans les médias et procédé à la construction de partenariats avec des organismes communautaires et des centrales syndicales au sein de grands regroupements (comme la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et la Table des Partenaires Universitaires). On assiste à une certaine dilution des revendications et principes d'action de l'ASSÉ, découlant de son nouveau conformisme vis-à-vis des organisations dites alliées.

Si ce changement de cap idéologique a engendré quelques transformations en surface, le problème de fond a quant à lui été contourné. La tendance à la démobilisation n'est pas renversée et l'ASSÉ se retrouve plus que jamais séparée de ses membres. Autrefois handicapée par ses propres dynamiques, elle est dorénavant en plus à la remorque de dynamiques qui lui échappent. D'abord parce qu'on la soumet aux mécaniques des médias de masse. Ses porte-paroles déclarent, s'exclament et s'indignent. Quant aux 40 000 autres membres, on en sait à peu près rien. On façonne et on met en scène une image décalée de l'état réel du mouvement (dans son dernier communiqué de presse, l'ASSÉ a appelé à une manifestation monstre). Sur le champ de bataille médiatique, nos opposants disposent de moyens disproportionnés par rapport aux nôtres. Ce n'est qu'en opposant le gouvernement à une base nombreuse, dynamique et combative qu'on peut le faire plier à nos exigences.

L'intégration de l'ASSÉ à de grands

regroupements occasionne également une progression du processus de bureaucratisation de l'ASSÉ. En effet, en participant à la Coalition opposée la privatisation et la tarification des services publics, on éloigne davantage la base du centre de décision stratégique et on extériorise la lutte. Autrefois, le centralisme démocratique s'opérait à l'intérieur de ses instances. Aujourd'hui, ces dernières servent d'intermédiaire entre les membres et un regroupement d'organismes sans base dirigés par des bureaucrates. C'est d'ailleurs de pair avec ceux-ci qu'a été élaboré un plan d'action pour contrer la hausse des frais de scolarité, inclus dans un plan plus large de lutte aux mesures annoncées dans le dernier budget provincial. Les positions de l'organisation sont ainsi négociées et diluées au sein de la coalition. L'essentiel des débats stratégiques se fait dans un cadre extérieur qui impose son propre rythme. Les propositions sont par la suite ramenées en instances pour adoption, du haut vers le bas. C'est ainsi qu'une distance nouvelle s'installe entre l'ASSÉ et les délégués des associations locales dont la participation aux décisions stratégiques devient de plus en plus accessoire. L'effet sur la participation de la base est désastreux. Sans pouvoir décisionnel concret, les membres n'ont à priori aucun intérêt à apporter leur contribution à un mouvement qui peut se passer d'eux. En guise d'exemples, on n'a qu'à penser à la participation à la Marche mondiale des femmes en 2010 (sans parler de la censure de l'article critique dans l'Ultimatum qui s'ensuivit) et à la signature du manifeste de la Table des partenaires universitaires, dont l'écriture s'est faite complètement en dehors du champ d'action des bases militantes.

La tendance à la séparation est alarmante, mais réversible. L'ASSÉ étant d'abord un ensemble de moyens à la disposition de la base étudiante, c'est cette dernière qui doit en reprendre les rênes via une éducation politique acquise à travers les pratiques démocratiques. Il est urgent que les AG et comités de mob, aujourd'hui désertiques, redeviennent le terrain privilégié de cette éducation. L'autonomie et l'occupation des espaces de participation sont des conditions

nécessaires à la prise en charge de la lutte par la population étudiante elle-même. Le mouvement à venir ne peut qu'être transparent, autonome et inclusif. Sans quoi, il court à sa perte.

L'ouverture des espaces de débat est essentielle à cette réappropriation de la base. La peur de la critique doit cesser : le mouvement étudiant n'a jamais été unanime et tire sa puissance de sa capacité réflexive, critique, voire subversive. Le silence entourant les tensions palpables est bien plus nuisible qu'un débat franc. En ce sens, le journal Ultimatum et les médias sociaux ne doivent donc pas servir de vulgaires vitrines publicitaires pour l'ASSÉ mais plutôt devenir des espaces dotés d'une grande liberté de ton et d'une vocation critique. Désigner, analyser et critiquer une tendance, un discours ou des comportements n'est pas un crime; au contraire cela permet un éclaircissement des conflits internes. Cantonner les débats organisationnels dans la sphère restreinte des hautes instances, dans une culture du secret, mène à la dangereuse séparation déjà évoquée. Puisque l'information appartient à tous et à toutes, non pas aux spécialistes de l'organisation, les tâches d'externes et de porte-parole doivent donc être déléguées sur une base plus large. Impliquer les forces militantes locales et nationales pour démocratiser les savoir-faire est crucial: si la population étudiante veut transformer ses conditions par elle-même, elle doit pouvoir se prononcer sur le type de bataille qu'elle est prête à mener, de même qu'acquérir les capacités de son émancipation.

À l'intérieur du mouvement étudiant, une certaine autonomie de ses différentes composantes est requise afin qu'il évolue. Plutôt que de freiner les initiatives et l'expérimentation, il faut stimuler leur intégration aux débats stratégiques. Plutôt que de participer à des réunions externes et se montrer dans les médias de masse, les exécutants et les exécutantes doivent veiller à ce que les ressources militantes apportent un support à l'organisation de comités de mobilisation autonomes locaux et maintiennent le bon fonctionnement des

instances démocratiques. L'exécutif doit laisser la base militante active diriger le mouvement et non le contraire.

Si l'appui des autres mouvements est important, nous ne pouvons en aucun cas modeler nos façons de faire aux leurs. Le mouvement étudiant s'est doté au fil des ans de pratiques et de structures qui tiennent compte de ses réalités. Ne comptons que sur nos propres moyens! Les étudiants et étudiantes doivent pouvoir s'approprier le travail de leur organisation et le transformer à l'image de leur réalité. Nous ne répéterons jamais assez que l'élargissement et la consolidation d'une base militante sont vitaux pour le mouvement.

Nos inquiétudes sont fondées. Que ce soit la proposition de décerner des bourses aux exécutantes et exécutants l'an dernier, la participation d'un exécutant à une activité de Québec Solidaire le 10 novembre ou encore le cessez-le-feu avec la FECQ-FEUQ pour le 6 décembre, tout cela nous oblige à exposer publiquement nos craintes.

POUR QUE LE MOUVEMENT ÉTUDIANT NE SOIT PAS UNE MARCHANDISE

Le mouvement étudiant évolue dans un contexte social de morosité politique et de cynisme qui nuit concrètement à l'engagement. C'est grâce à une analyse des origines de ce contexte que nous parviendrons à y pallier, du moins partiellement. La société marchande nous imprègne toutes et tous, influençant curieusement les mouvements de lutte qui s'y opposent. La mise en scène de la lutte des classes n'est possible qu'au sein d'une société spectaculaire. L'idéologie dominante parvient naturellement à s'intégrer, malgré nous, dans notre manière de réfléchir et d'organiser notre pratique politique. Les symboles ont pesé lourd en 2005 et maintenant, avec le développement continu d'Internet, nous devons faire face à un confinement grandissant de la lutte aux espaces virtuels. Le web nous fournit des outils efficaces d'organisation et favorise la diffusion de notre discours, certes. Toutefois, sa

fonction sociale éloigne la jeunesse politisée de l'action politique concrète alors que celle-ci est la seule à pouvoir faire reculer le gouvernement.

Le militantisme ne doit pas privilégier l'aspect quantitatif de la lutte au détriment des questions qualitatives. C'est la conscience et la combativité d'une masse critique de militantes et de militants qui déterminent la force et la viabilité du mouvement étudiant. L'escalade des moyens de pression n'est pas un slogan creux! Dans une lutte sociale, elle participe activement au processus de politisation. C'est en ce sens qu'elle doit appartenir aux comités de mobilisation actifs et qu'elle doit parvenir à exprimer la colère étudiante. Cette escalade nous offrira la possibilité de nous associer à des syndicats étudiants indépendants et démontrera notre sérieux au gouvernement. Celui-ci doit comprendre que la grève générale illimitée est à nos portes et que nous l'empêcherons d'augmenter éternellement les frais de scolarité. Certaines grèves étudiantes au Québec sont ainsi parvenues à obtenir des gains avant même d'être déclenchées.

Vous avez sûrement compris que nous émettons le constat qu'à l'heure actuelle, l'ASSÉ est séparée de ses propres principes. Le syndicalisme de combat est un terme bien en évidence dans les documents et les procès-verbaux, mais son ancrage dans le réel est de plus en plus accessoire. C'est grave parce que c'est la seule organisation qui nous offre les structures démocratiques et nationales essentielles au travail politique dans lequel nous nous investissons. Les contradictions organisationnelles de l'ASSÉ, latentes en périodes d'accalmie politique, risquent de devenir un véritable boulet lors de l'intensification des luttes. Il faut commencer à agir sur celle-ci dans les plus brefs délais afin d'éviter le pire. Voici donc quelques pistes de réflexion que nous lançons pour amorcer cette tâche colossale.

- Baser la stratégie sur une escalade des moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée;
- Rassembler les forces étudiantes

sérieuses au national autour de cette stratégie, de manière à représenter une menace sérieuse pour le gouvernement s'il procède à une hausse des frais de scolarité;

- Brandir rapidement la menace d'une grève générale illimitée en s'assurant de son ancrage profond au sein de la population étudiante, du bas vers le haut;
- N'entreprendre aucune négociation sans disposer d'un rapport de force suffisant;
- S'opposer dès maintenant à toute collaboration avec les fédérations étudiantes, diffuser une critique de celles-ci et envisager une lutte concrète contre elles advenant son entêtement à s'approprier le mouvement et à négocier seules;
- Établir des mécanismes de rotation des tâches au sein de l'exécutif, l'obligeant à prioriser le travail politique de terrain;
- Établir des mécanismes obligeant les délégations à obtenir des mandats en assemblée générale sur les grandes lignes du plan d'action de l'ASSÉ et sur les autres questions importantes (structure, alliances et budget);
- Réévaluer la participation de l'ASSÉ à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et à tout autre grand regroupement afin de prioriser la préparation de la grève au détriment de la préparation aux instances et activités de ce groupe de pression;
- Rendre accessible à l'ensemble des membres toute documentation pertinente faisant état des rencontres externes (pv d'instances des regroupements auxquels participent l'ASSÉ, compte-rendus de rencontres, etc.)
- Utiliser tous les moyens à notre disposition pour favoriser une réflexion critique et collective quant aux tactiques à adopter au national et au local, en

particulier sur la question de l'occupation des institutions post-secondaires;

- Démocratiser et publiciser les débats stratégiques de l'ASSÉ, entre autres grâce à l'ouverture d'une section dédiée à ce sujet dans le journal Ultimatum;
- Déléguer les tâches de l'organisation à des militantes et militants qui ne font partie de l'exécutif;
- Accorder la priorité à l'organisation et à la formation de comités de mobilisation au local;
- Cesser d'utiliser le carré rouge comme symbole du mouvement;
- Élaborer des revendications issues d'une analyse sérieuse de la conjoncture et en rupture avec celles prévisibles des fédérations;
- S'attarder aux moyens d'empêcher la prépondérance des associations étudiantes universitaires sur les associations collégiales, en particulier au niveau du discours;
- Délaisser les médias au profit de campagnes de mobilisation.

Nous dressons une liste de signataires sur le blog. Nous cherchons des appuis au sein de différentes associations étudiantes au Québec. Écrivez-nous rapidement!

Propositions

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1. Le Conseil exécutif propose Jean-Michel Theriault et Mariève Ruel à l'animation et au secrétariat et Anne-Marie Provost et Pascal Rheault comme gardien et gardienne du senti.

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour en page trois du présent cahier de Congrès.

1.3 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes sur le déroulement du Congrès.

2. Le Conseil exécutif propose une présentation des procédures de 10 minutes faite par l'animation.

3. Le Conseil exécutif propose un tour de table de présentation des délégations.

1.4 Lecture et adoption du procès-verbal

1. Le Conseil exécutif propose l'adoption du procès-verbal du Congrès des 2 et 3 octobre 2010.

2.0 Accueil des nouveaux membres

1. Le Conseil exécutif propose que l'Association étudiante d'Anthropologie de l'Université de Montréal (AÉAUM) soit reçue comme association membre de l'ASSÉ.

2. Le Conseil exécutif propose que l'Association facultaire étudiante des arts (AFÉA-UQAM) soit reçue comme association membre de l'ASSÉ.

3.0 Bilan

3.1 Conseil exécutif et comités

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes du bilan du Conseil exécutif suivie d'une période de question de 10 minutes et d'une plénière de 10 minutes.

2. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes faite par chaque comité de son activité depuis le dernier Congrès suivie d'une période de questions de 5 minutes par comité.

3.2 Associations étudiantes

1. Le Conseil exécutif propose un tour de table des différentes associations étudiantes sur leur situation respective au local et sur l'état de la mobilisation dans leur campus.

3.3 Action et mobilisation

Propositions

1. Le Conseil exécutif propose une plénière de 20 minutes sur les actions tenues par la Coalition cet automne dans le but de faire un retour critique sur ces actions et sur la mobilisation entourant celles-ci.
2. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes du contre-sommet organisé par la Table des partenaires universitaires (TPU) suivie d'une plénière de 15 minutes dans le but de faire un retour critique sur celui-ci.
3. Le Conseil exécutif propose une plénière de 20 minutes sur la mobilisation entourant la rencontre des partenaires universitaires dans le but de faire un retour critique sur celle-ci.
4. Considérant que nous sommes à l'aube d'une lutte étudiante des plus importantes où l'échec n'est pas envisageable;
Considérant que les textes critiques, Bases préliminaires pour grève générale illimitée victorieuse et Comment la base militante étudiante peut-elle se réappropriier l'ASSÉ, mis en annexe dressent des bilans similaires et font état des perspectives actuelles de l'ASSÉ au sein du mouvement étudiant;
Considérant la nécessité de se doter d'une stratégie commune efficace pour mener à terme cette lutte;
Considérant que les caucus non-mixtes favorisent une participation plus actives, inclusive et égalitaires de tous et toutes aux débats;
Le SECMV propose la tenue d'un caucus non-mixte d'une durée de 30 minutes sur les problématiques et pistes d'actions contenues dans les textes critiques, suivi d'un retour de 5 minutes de chaque caucus et d'une plénière de 15 minutes

4.0 Revendications

1. Que l'autonomie de l'ASSÉ face à toutes les organisations politiques soit définie selon les principes suivants d'ici le prochain Congrès d'orientation :
 - Aucune participation de l'ASSÉ dans les structures et événements de ces organisations;
 - Aucune participation de ces organisations dans les structures, événements et publications de l'ASSÉ;
 - Aucun élu ni aucune élue de l'ASSÉ (comités et conseils) ne peut assumer de tâches ou de responsabilités, rémunérées ou non, au sein de ces organisations;
 - Les employé-e-s de l'ASSÉ n'ont en aucun cas à se conformer à ces principes.
 - Que cette position soit rediscutée au Congrès d'orientation.

5.0 Plan d'action

5.1 Luites en Éducation

1. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ appelle à la tenue de deux jours de grève durant la session d'hiver, soit une journée à l'occasion de la dernière rencontre collégiale de la série des rencontres des partenaires en éducation et une journée pour une manifestation organisée par l'ASSÉ à Montréal après la sortie du budget.

Propositions

2. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes du projet de vidéos suivie d'une plénière de 10 minutes.
3. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ se dote d'un nouveau site internet; Que celui-ci soit prêt au plus tard pour l'automne 2011.
4. Le Conseil exécutif propose d'inviter les associations étudiantes à tenir des assemblées générales sur les perspectives de lutte contre la hausse des frais de scolarité avant le 11 février 2011.
5. Le Conseil exécutif propose qu'une consultation ait lieu dans les assemblées générales sur la hausse des cotisations à l'ASSÉ d'ici le Congrès annuel
6. L'AFESH propose un caucus de 45 min cégep/université sur le plan d'action en éducation en se basant sur les propositions et les textes de réflexion dans le cahier de congrès.
7. L'AFESH-UQAM propose que l'ASSÉ entame une tournée des campus des cégeps et des universités afin de rencontrer les exécutifs locaux et la base étudiante ; Que ces tournées est comme objectif de rassembler l'ensemble des associations étudiantes collégiales et universitaires dans une rencontre dont le but est de prendre le pouls des exécutifs et des bases militantes locales sur la lutte étudiante à venir.

5.2 Luites contre la Tarifications, compressions et privatisation des services publics

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes faite par le Conseil exécutif de l'Alliance sociale suivie d'une plénière de 10 minutes afin d'adopter une position claire au sujet du rapport entre l'ASSÉ et l'Alliance sociale.
2. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes sur le plan d'action de la Coalition pour l'hiver suivie d'une plénière de 20 minutes.
3. Le Conseil exécutif propose que la participation de l'ASSÉ à la manifestation conjointe de la Coalition et de l'Alliance sociale soit conditionnelle aux balises suivantes :
 - Que les porte-paroles de la Coalition et de l'Alliance sociale soient représenté-e-s également dans les sorties médiatiques et publiques entourant la manifestation;
 - Qu'il n'y ait pas de contingents organisationnels obligatoires;
 - Que la durée de la manifestation soit d'au moins environ une heure;
 - Qu'il n'y ait aucun contrôle du message lors de la manifestation (pancartes, bannières, etc);
 - Que la revendication officielle de la manifestation traite de l'ensemble du budget, c'est-à-dire pour le retrait de l'ensemble des mesures régressives du dernier budget, particulièrement la taxe santé et la hausse des frais de scolarité.

5.3 Autres luites sociales

1. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ appuie les lock-outé-e-s du Journal de Montréal et

Propositions

qu'elle fasse pression sur les librairies et bibliothèques sur les campus afin que le Journal de Montréal soit retiré.

2. Considérant qu'une solidarité entre les différentes luttes est nécessaire.
Considérant que le Journal de Montréal a déjà gravement nui au mouvement étudiant par de fausses accusations.
L'AÉMSP-UQAM propose que l'ASSÉ envoie une lettre de soutien aux employé-e-s du Journal de Montréal, et que cette lettre rappelle les critiques dévastatrices que leurs journalistes ont entretenues dans le passé envers les étudiantes et étudiants. Qu'en ce sens on leur rappelle également les principes de solidarité sociale.

5.4 Calendrier

1. Considérant que plusieurs éléments ont changé depuis l'adoption du plan d'action au dernier Congrès ;
Le Conseil exécutif propose que l'on adopte le plan d'action pour l'hiver 2011 en annexe A du cahier de Congrès.

6.0 Femmes

1. Le comité Femmes propose la tenue d'un camp de formation féministe à la session d'hiver 2011 à l'extérieur de Montréal
2. Considérant que les tâches de communications de l'ASSÉ (communiqués de presse, entrevues, discours, présentations officielles) sont majoritairement assumées par des hommes;
Le Comité femmes propose l'application du principe de parité hommes/femmes dans le choix des porte-parole de l'ASSÉ en privilégiant la participation des militantes des associations locales.

7.0 Congrès d'orientation

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes faite par le Conseil exécutif sur le Congrès d'orientation suivi d'une plénière de 20 minutes sur les objectifs, les divers axes de travail et l'échéancier proposé.
2. Le Conseil exécutif propose l'échéancier en annexe B en vue du Congrès d'orientation.

8.0 Élections

1. Le Conseil exécutif propose que les candidates et les candidats aux élections fassent une présentation d'un maximum de 3 minutes suivie d'une période de questions de 5 minutes.
2. Le Conseil exécutif propose une plénière de 15 minutes sur les différentes candidatures.

9.0 Avis de motion

Propositions

9.1 Dépôt des avis de motion

1. De remplacer « Les associations étudiantes membres doivent cotiser à raison de 3 \$ par étudiante et étudiant par année scolaire. Les versements doivent être de 1,50 \$ avant le premier octobre pour la session d'automne, et de 1,50 \$ avant le premier février pour la session d'hiver.» de l'article 7 des statuts et règlements par « Les associations étudiantes membres doivent cotiser à raison de 3,50 \$ par étudiante et étudiant par année scolaire. Les versements doivent être de 1,75 \$ avant le premier octobre pour la session d'automne, et de 1,75 \$ avant le premier février pour la session d'hiver.»;
Que cet avis de motion entre en vigueur le 1^{er} août 2011.
2. De remplacer « Les associations étudiantes membres doivent cotiser à raison de 3 \$ par étudiante et étudiant par année scolaire. Les versements doivent être de 1,50 \$ avant le premier octobre pour la session d'automne, et de 1,50 \$ avant le premier février pour la session d'hiver.» de l'article 7 des statuts et règlements par « Les associations étudiantes membres doivent cotiser à raison de 4,00 \$ par étudiante et étudiant par année scolaire. Les versements doivent être de 2,00\$ avant le premier octobre pour la session d'automne, et de 2,00\$ avant le premier février pour la session d'hiver.»
Que cet avis de motion entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.
3. Que les associations modulaires aient jusqu'à l'automne 2012 pour se conformer aux avis de motion concernant l'article 7 des statuts et règlements.

9.2 Traitement des avis de motion

10.0 Varia

11.0 Fermeture

Annexe A : Proposition de plan d'action pour l'hiver 2010

En italique : Proposition qui a déjà été adoptée lors d'une instance

Souligné : Modifications apportées à un élément qui avait déjà été adopté (par exemple un changement de date ou des précisions sur le moment où devrait avoir lieu une action)

Surligné : Éléments qui ont été ajoutés au plan d'action

- Durant toute la session : Tournée de sensibilisation à l'hétérosexisme et à l'homophobie dans les cégeps (Plan Q en collaboration avec la Coalition jeunesse montréalaise de lutte à l'homophobie et Politi Q)
- Durant toute la session : Tenue d'assemblées générales avec des point sur la hausse de cotisation à l'ASSÉ et le congrès d'orientation.
- Deux journées de grève : Une journée lors de la dernière rencontre collégiale de la série des rencontres des partenaires en éducation et une journée pour une manifestation organisée par l'ASSÉ à Montréal après la sortie du budget.
- De la rentrée jusqu'au 11 février : Tenue d'assemblées générales dans toutes les associations membres avec un point perspectives de lutte contre la hausse des frais.
- *Printemps : Manifestation lors de la dernière rencontre collégiale de la série des rencontres des partenaires en éducation (journée de grève)*
- 5 février : Journée de formation pédagogique
- *12-13 février : Congrès d'hiver (ASSÉ)*
- *26-27 février : Camp de formation d'hiver pour les dix ans de l'ASSÉ (ASSÉ)*
- *4 mars : Party pour les 10 ans de l'ASSÉ*
- *8 mars : Participation à la journée internationale des femmes*
- Mars : manifestation nationale contre la privatisation et la tarification dans les services publics (Coalition et Alliance sociale)
- *15 mars : Appui à la journée internationale opposée à la brutalité policière*
- Début avril: Manifestation nationale organisée par l'ASSÉ à Montréal contre la hausse des frais de scolarité et demandant le retrait des mesures régressives du dernier budget (journée de grève)
- *14 et 15 avril : Participation au colloque sur les réalités homosexuelles et l'homophobie (Table nationale de lutte contre l'homophobie du réseau collégial et du réseau scolaire)*
- *23-24 avril : Congrès annuel (ASSÉ)*
- *1er mai : Participation à la manifestation syndicale et appui aux autres activités du 1er mai.*
- 15 mai au 15 juin : tournée des écoles secondaires
- *3 au 5 juin : Congrès d'orientation (ASSÉ)*
- *6 au 9 Juin : Action lors de la conférence de Montréal.*

Annexe B : Échéancier pour le congrès d'orientation

Détermination des modalités

Congrès d'hiver

- Adoption des objectifs et des axes de travail finaux
- Débat préliminaire sur un mode fonctionnement pour le Congrès

Congrès annuel

- Vérification de l'état de la préparation (En fonction de la préparation des associations, confirmation de la tenue du Congrès en juin)
- Adoption d'un mode de fonctionnement

Travail de réflexion dans les instances des associations

Décembre, Janvier, février

- Envoi par les associations étudiantes, les comités et conseils d'une série de questions qui les préoccupent (par exemple, quel est le rôle d'un journal dans une organisation comme l'ASSÉ? Devons-nous organiser plus de congrès?)

Décembre

- Lancement de l'appel de textes de réflexion (mémoires)

Hiver 2011

- Consultation des assemblées générales
- Dépôt de propositions

Fin avril

- Remise finale de tous les textes et propositions
- Remise finale de la réforme des statuts et règlements, des procédures et politiques

Débat et réflexion préliminaire au congrès de l'ASSÉ

Congrès hiver

- Débat sur les statuts et règlements

Congrès annuel

- Suite des débats sur les statuts et règlements
- Présentation des principaux enjeux soulevés en assemblée générales

Le congrès d'orientation

Juin 2011

- Adoption ou rejet des nouveaux statuts et règlements, des procédures et politiques
- Mise sur pied d'un comité d'écriture de la déclaration de principe sur le syndicalisme étudiant en vue d'une adoption à l'automne 2011
- Adoption des hausses de cotisations
- Adoption des recommandations en lien avec les bilans et mémoires
- Autres

Annexe C : États financiers au 3 décembre 2010

Veuillez noter que plusieurs dépenses n'ont pas encore été ajoutées.

Revenus	État des résultats	%	Prévisions (oct 2010)	Détails
Cotisations	53 820,00 \$	52%	103 095,00 \$	Prévision des cotisations qui devraient être reçues en Automne 2010 (prévisions). Le réel n'est présenté qu'à la session suivante
Instances	4 030,50 \$	42%	9 600,00 \$	Montant facturé
Congrès	2 340,00 \$	43%	5 400,00 \$	
Camps de formation	1 690,50 \$	40%	4 200,00 \$	
Spéciales	- \$		- \$	
Dons	1 205,00 \$	60%	2 000,00 \$	
Activités de financement	360,00 \$	60%	600,00 \$	Abonnements à l'Ultimatum
Fonds des arrêté-e-s	- \$		- \$	
Autres	- \$			
Totaux	59 415,50 \$	52%	115 295,00 \$	

Dépenses

Fonds d'entraide	150,00 \$	3%	5 154,75 \$	Demande de l'AECM (200 \$)
Information	8 254,00 \$	51%	16 273,38 \$	
Ultimatum et express	3 299,99 \$	41%	8 000,00 \$	comprend 1/6 des dépenses du photocopieur
Revue Ultimatum	3 273,38 \$	100%	3 273,38 \$	
Matériel d'information	1 597,14 \$	40%	4 000,00 \$	comprend 1/6 des dépenses du photocopieur
Traduction	- \$		- \$	
Documentations & recherches	83,49 \$	17%	500,00 \$	
Recherche	- \$		500,00 \$	

Dépenses, suites

	État des résultats	%	Prévisions (oct 2010)	Détails
Instances	5 139,31 \$	34%	15 300,00 \$	
Congrès	2 036,40 \$	29%	7 000,00 \$	comprend 1/6 des dépenses du photocopieur
Camps de formation	2 224,63 \$	35%	6 300,00 \$	comprend 1/6 des dépenses du photocopieur
Comités et CoCo	878,28 \$	44%	2 000,00 \$	comprend 1/6 des dépenses du photocopieur
Mobilisation	3 048,55 \$	18%	17 000,00 \$	
Tournées & représentations	3 026,15 \$	22%	14 000,00 \$	
Matériel pour les actions	22,40 \$	1%	3 000,00 \$	
Fonds de grève	- \$		- \$	
Bureau	7 800,62 \$	48%	16 310,00 \$	
Loyer	6 121,32 \$	48%	12 800,00 \$	1020\$ par mois
Taxes municipales	- \$		- \$	
Assurances	1 002,00 \$	99%	1 010,00 \$	
Fournitures	677,30 \$	34%	2 000,00 \$	
Informatique	- \$	0%	500,00 \$	
Administration	6 313,02 \$	138%	4 560,00 \$	
Honoraire professionnel	5 897,72 \$	144%	4 100,00 \$	
Frais de caisse	143,00 \$	31%	460,00 \$	
Divers	271,02 \$		- \$	
Frais d'intérêt	1,28 \$		- \$	
Communication	2 771,92 \$	34%	8 250,00 \$	
Télécommunications	1 296,08 \$	26%	5 000,00 \$	
CNW Telbec	850,53 \$	43%	2 000,00 \$	CNW coute 50¢ par mots
Poste	157,16 \$	63%	250,00 \$	Frais d'envois postaux pour les Ultimatums (activités de financement)
Internet et site	468,15 \$	47%	1 000,00 \$	
Comm. Pan-ASSÉ	- \$			

Dépenses, suites

	État des résultats	%	Prévisions (oct 2010)	Détails
Employé-e-s	10 832,31 \$	35%	31 000,00 \$	
Salaire	8 157,89 \$			
DAS – QC	1 883,75 \$			
DAS – CA	790,67 \$			
CSST	- \$			À venir
Conseils régionaux	530,20 \$	35%	1 500,00 \$	
CRAM	530,20 \$	106%	500,00 \$	Communiqué CNW et bus
MASSE	- \$	0%	500,00 \$	
CRAALLL	- \$	0%	500,00 \$	
Nouveaux Conseils Régionaux	- \$		- \$	
Divers	- \$		- \$	
Subventions	- \$			
Projets spéciaux	- \$			
Autres	- \$			
Fonds des arrêté-e-s	- \$			
Totaux	44 839,93 \$	39%	115 348,13 \$	
Surplus/(déficit)	14 575,57 \$		(53,13) \$	